Les particularités de la zone côtière dans la persécution des Juifs dans le Nord et le Pas-de-Calais occupés (1940-1944)

Rudy Rigaut

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tsafon/2786>

DOI : 10.4000/tsafon.2786

ISSN : 2609-6420

Éditeur

Association Jean-Marie Delmaire

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

Pagination : 39-74

ISSN : 1149-6630

Référence électronique

Rudy Rigaut, « Les particularités de la zone côtière dans la persécution des Juifs dans le Nord et le Pas-de-Calais occupés (1940-1944) », *Tsafon* [En ligne], 79 | 2020, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 23 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/tsafon/2786> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tsafon.2786>

Les particularités de la zone côtière dans la persécution des Juifs dans le Nord et le Pas-de-Calais occupés (1940-1944)

Rudy Rigaut*

Le cadre général de l'historiographie de la persécution des Juifs¹ dans le Nord et le Pas-de-Calais rattachés au commandement militaire allemand de Bruxelles est solidement établi depuis que les études pionnières de Danielle Delmaire² en ont jeté les premières bases dès la fin des années 1970, suivies par l'enquête de référence de Nicolas Mariot et Claire Zalc³. L'approche microhistorique⁴ adoptée dans leur étude sur

* Enseignant, doctorant en histoire juive contemporaine à l'université d'Artois (Centre de recherche et d'études Histoire et Sociétés) et à l'ENS (Institut d'Histoire moderne et contemporaine), correspondant régional du Mémorial de la Shoah et chargé de cours sur le judaïsme à l'université catholique de Lille.

¹ Afin de respecter l'orthographe majoritairement utilisée dans les sources consultées, nous utiliserons ici la majuscule.

² Pour n'en citer que quelques-uns, mentionnons Danielle Delmaire (en collaboration avec Yves-Marie Hilaire) « Chrétiens et Juifs dans le Nord et Pas-de-Calais pendant la Seconde Guerre mondiale », *Revue du Nord*, avril-juin 1978, p. 451-456 ; *id.*, « 1942, L'année tragique des Juifs du Nord », *Tsafon, revue d'études juives du Nord*, n° 9-10, été-automne 1992, p. 3-66, avec la liste des déportés du convoi X parti de Malines ; *id.*, « Été 1942 : l'antichambre d'Auschwitz. Les camps des juifs dans le Boulonnais », *Tsafon, revue d'études juives du Nord*, n° 9-10, été-automne 1992, p. 67-87 ; *id.*, « Liste des convois de la déportation partis de Malines dans lesquels se trouvent des juifs arrêtés dans le Nord », *Tsafon, revue d'études juives du Nord*, n° 21, printemps 1995, p. 3-35 ; *id.*, « Des soldats juifs dans l'armée tchèque : témoignages sur la libération de Dunkerque », *Tsafon, revue d'études juives du Nord*, n° 21, printemps 1995, p. 57-71.

³ Nicolas Mariot et Claire Zalc, *Face à la persécution, 991 Juifs dans la guerre*, Paris, Odile Jacob, 2010, 302 p.

⁴ Sur les tendances les plus récentes de l'historiographie de la « Shoah », citons : Ivan Jablonka et Annette Wieviorka (dir.), *Nouvelles perspectives sur la Shoah*, Paris, PUF, 2013, 117 p. ; Tal Bruttman, Ivan Ermakoff, Nicolas Mariot et Claire Zalc (dir.), *Pour*

les Juifs de Lens invite à mener d'autres recherches sur des espaces plus restreints, tels que la zone côtière. La focale ainsi resserrée vise à mieux appréhender les particularités de la situation des Juifs dans ces deux départements⁵.

Sur ce terrain d'enquête que représente le littoral, la confrontation du cas « local » au cas « général » met en lumière l'existence de deux phases. Couvrant l'année 1940, la première phase, sur laquelle nous insisterons davantage, révèle l'application de mesures précoces et spécifiques qui distingue le sort des Juifs dans la zone littorale de celui subi dans le reste des deux départements ou dans le reste de la zone occupée du territoire national. En effet, dès la fin du mois de juin 1940, des mesures de surveillance et de restriction de circulation visant certaines catégories de Juifs sont adoptées par les autorités occupantes. Par ailleurs, des procédures d'identification sont menées dès l'été 1940, c'est-à-dire bien avant les premiers recensements prescrits dans l'ordonnance allemande du 27 septembre pour la France occupée ou dans celle du 18 novembre 1940 pour le Nord et le Pas-de-Calais. Surtout, simultanément à la mise en place de cette surveillance particulière et de ces recensements s'organise aussi celle du dispositif visant aux expulsions de Juifs dont l'opération du 17 décembre 1940 constitue le point d'orgue.

La seconde phase, qui s'étend de juin 1942 à la Libération, correspond quant à elle au temps des camps de travail forcé de l'organisation Todt dans lesquels sont exploités des Juifs essentiellement venus de Belgique. Après une présentation succincte de l'historiographie, des sources disponibles et du fonctionnement de ces camps, l'enjeu sera d'appréhender le rôle central de ces lieux dans les mécanismes de la mise en place de la « Shoah »⁶ dans ce secteur précis.

une microhistoire de la Shoah, Paris, Seuil, Le genre humain, n° 52, 2012, 306 p. Voir aussi Claire Zalc (dir.), « L'histoire de la Shoah face à ses sources », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 139, Paris, Presses de Sciences Po, juillet-septembre 2018, 324 p.

⁵ Cette démarche se revendiquant de la microhistoire a été appliquée sur une période plus large dans notre thèse de doctorat : Rudy Rigaut, « *JUIFS* » dans la zone littorale du Nord et du Pas-de-Calais du début du XIX^e siècle à la fin des années 2010, sous la co-direction de Michel-Pierre Chélini et Claire Zalc, Université d'Artois (Arras, CREHS) et ENS (IHMC), soutenance en 2020.

⁶ Nous emploierons ici le nom donné à l'événement en France et en Israël. Sur la question de la terminologie employée pour désigner la politique d'assassinat systématique menée par les nazis, voir notamment Tal Bruttman et Christophe Tarricone, *Les 100 mots de la Shoah*, Paris, PUF, collection « Que sais-je ? », 2016, 125 p.

I - 1940 : des mesures précoces et particulières visant les Juifs

a) Des mesures liées à un contexte géostratégique et administratif spécifique

La masse documentaire considérable que représentent les archives relatives à la Seconde Guerre mondiale, notamment les recensements, les dossiers dits d'« aryanisation »⁷, ou encore les listes de convois de déportation, permet d'estimer la population juive installée dans la zone côtière du Nord et du Pas-de-Calais à environ 300 personnes à la veille du conflit. Cette population se concentre essentiellement à Boulogne-sur-Mer et à Dunkerque où il existe des structures communautaires⁸ (cimetière, synagogue) depuis le XIX^e siècle⁹. La présence de familles juives est également attestée à Calais, Berck et au Touquet.

Le 10 mai 1940, le lancement de l'offensive allemande sur le front de l'ouest marque la fin de la drôle de guerre et le début de l'invasion. De nombreuses villes hollandaises, belges puis françaises sont bombardées par la *Luftwaffe* et, comme le note Yves Le Maner, « en France, Calais et Dunkerque sont les premières frappées »¹⁰. Le littoral des deux départements et sa population civile subissent de plein fouet la violence des combats opposant les troupes franco-britanniques aux soldats allemands. La ville de Boulogne-sur-Mer tombe le 25 mai et Calais le lendemain. La commune de Dunkerque se transforme en un véritable champ de ruines dominé par la statue de Jean Bart, seul monument resté debout au milieu des décombres, dont l'épée pointe vers les côtes anglaises. L'opération « Dynamo », au cours de laquelle plus de 300 000 soldats franco-britanniques sont évacués des plages de Dunkerque vers l'Angleterre, s'achève le 4 juin 1940 et sonne le glas de la défaite¹¹.

La signature de l'armistice le 22 juin 1940 provoque la division de la France en plusieurs zones. La moitié nord du pays est directement

⁷ Désignant les mesures visant à déposséder les Juifs de leurs biens en vue de l'élimination de leur influence dans la vie économique, ce mot relève de la langue nazie. Sur ce sujet, voir Victor Klemperer, *LTI, la langue du III^e Reich. Carnets d'un philologue*, Paris, Albin Michel, Agora, Pocket, 2003 [Première éd. 1947].

⁸ L'adjectif « communautaire » est utilisé ici dans son sens culturel ou associatif.

⁹ Voir Danielle Delmaire, *Les communautés juives de la France septentrionale au XIX^e siècle (1791-1914), l'entrée dans la nation*, Paris, L'Harmattan, 2008, 334 p ; Rudy Rigaut, « JUIFS » dans *la zone littorale du Nord et du Pas-de-Calais du début du XIX^e siècle à la fin des années 2010*, op. cit.

¹⁰ Yves Le Maner, « L'invasion de 1940 dans le Nord-Pas-de-Calais », *Revue du Nord*, tome 76, n° 306, juillet-septembre 1994, p. 467.

¹¹ Dominique Lormier, *La bataille de Dunkerque : 26 mai-4 juin 1940, comment l'armée française a sauvé l'Angleterre*, Paris, Tallandier, 2011, 208 p.

administrée par l'autorité militaire allemande installée à Paris et la moitié sud par le gouvernement de Vichy du maréchal Pétain instauré début juillet. La zone occupée est elle-même morcelée. Décrétés « zone interdite » au retour des réfugiés, les départements du Nord et du Pas-de-Calais, sont placés sous l'administration de l'*Oberfeldkommandantur* 670 (OFK 670) de Lille qui dispose d'une autonomie de pouvoir mais dépend du commandement militaire allemand de Bruxelles¹². Pendant l'Occupation, les deux départements se retrouvent donc isolés du reste du pays. Sous les ordres de l'OFK 670, la *Feldkommandantur* 678 (FK 678) gère le Pas-de-Calais tandis que les FK 569 et 606 administrent le département du Nord, plus peuplé. Enfin, on trouve une *Kreiskommandantur* (KK) dans chaque arrondissement tel que la KK 771 à Montreuil-sur-Mer ou la KK 714 à Dunkerque, et une *Ortskommandantur* au niveau des localités.

Dans la zone littorale des deux départements, la période de l'Occupation présente des caractéristiques propres. Secteur hautement sensible de la « zone interdite » où se concentrent les troupes opérationnelles, le littoral occupé est déclaré « zone rouge » dès juillet 1940¹³. Il s'agit d'une bande côtière d'une quinzaine de kilomètres de

¹² Sur l'occupation allemande dans le Nord et le Pas-de-Calais, lire Étienne Dejonghe et Yves Le Maner, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande*, Lille, Éditions La Voix du Nord, 2019, [2^{ème} éd. revue et augmentée], 400 p ; Étienne Dejonghe, « Les départements du Nord et du Pas-de-Calais », dans Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, tome 1 : *De la défaite à Vichy*, Paris, Seuil, 1993, rééd. 2000 ; Jean-Marie Fossier, *Zone interdite, Nord-Pas-de-Calais*, Paris, Éditions sociales, 1977, 774 p ; Laurent Thiery, *La répression allemande dans le Nord de la France, 1940-1944*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2013, 368 p ; Michel Rousseau, *Le Nord et le Pas-de-Calais : zone interdite dans la guerre, 1939/1945*, Horvath, 1985, 215 p.

Sur la situation dans la zone littorale pendant la Seconde Guerre mondiale, lire notamment Jean-Pierre Azéma « 1939-1940, l'année terrible. Dunkerque : sortir de la nasse », *Le Monde* 27 juillet 1989 ; Guy Bataille, *Boulogne-sur-Mer (1939-1945)*, Dunkerque, Éditions des Beffrois, 1984 ; Yves Buffetaut, « Le mois terrible : Dunkerque juin 40 », *Magazine Armes Militaria*, HS n° 17, 1995 ; Robert Chaussois, *Calais (1939-1940)*, Calais, 1974 ; *id.*, *Calais, zone interdite (juin 1940-août 1941)*, Calais, 1976 ; *Calais, les années sombres (septembre 1941-février 1943)*, Calais, 1977 ; *Calais au pied du mur (mars 1943-janvier 1944)*, Calais, 1978 ; *Calais, le bout du tunnel (février-août 1944)*, Calais, 1979 ; *Calais, le dernier round (août 1944-mai 1945)*, Calais, 1980 ; Pierre Metsu, *Dünkirchen, occupation allemande 1940/1945*, 2009 ; André-Georges Vasseur, *Boulogne 1944*, Paris, Presses de la Cité, 1969.

¹³ Le reste de la zone côtière de la France occupée ne devient « zone interdite » qu'à partir d'avril 1941. Voir Eric Alary, *La ligne de démarcation (1940-1944)*, Paris, Perrin, 2003, 430 p, ici p. 40 ; Lars Hellwinkel, « Une frontière oubliée ? La zone côtière interdite en France occupée, 1941-1944 », *Les Cahiers Sirice*, vol. 22, n° 1, 2019, p. 55-68.

largeur correspondant approximativement aux arrondissements de Boulogne-sur-Mer, Dunkerque et Montreuil. La surveillance y est renforcée et les restrictions à la liberté de circuler y sont plus particulièrement drastiques du fait de sa proximité géographique avec l'Angleterre¹⁴.

De ce contexte militaire et administratif particulier découle une législation spécifique visant notamment les Juifs. Le 18 novembre 1940, l'OFK 670 de Lille adopte « l'ordonnance relative aux mesures contre les Juifs »¹⁵. Outre le décalage chronologique, Nicolas Mariot et Claire Zalc ont pu observer que le texte s'aligne sur l'ordonnance prise le 27 septembre 1940 par le commandement militaire allemand à Paris et non sur celle du *Militärbefehlshaber* de Bruxelles dont dépend pourtant l'OFK 670¹⁶. Souvent considérée comme étant la première loi antisémite de l'occupant dans le Nord et le Pas-de-Calais, l'ordonnance du 18 novembre constitue en réalité une étape d'officialisation de la politique visant les Juifs dans les deux départements débutée dans la zone côtière dès les premiers jours de l'Occupation. En effet, dès l'été 1940, plusieurs mesures sont prises par les autorités allemandes afin de surveiller, recenser mais aussi expulser ces populations installées dans les localités littorales. Si elles s'inscrivent dans une logique de persécution et revêtent une dimension idéologique évidente, ces mesures témoignent aussi de la volonté des nazis d'agir le plus efficacement possible pour assurer la sécurité des troupes d'occupation et ainsi faire face à ce qu'ils considèrent comme une menace¹⁷.

¹⁴ Étienne Dejonghe, « Être "occupant" dans le Nord (vie militaire, culture, loisirs, propagande) », *Revue du Nord*, tome 65, n° 259, 1983, p. 707-745, ici p. 716.

¹⁵ Archives Municipales de Dunkerque [AMD] : 4 H 102. « Ordonnance relative aux mesures contre les Juifs » du 18 novembre 1940.

¹⁶ Nicolas Mariot et Claire Zalc, *Face à la persécution, 991 Juifs dans la guerre*, op. cit., p. 40-41 ; Maxime Steinberg, *La persécution des Juifs en Belgique (1940-1945)*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2004, note 46 p. 70. Pour rappel, la politique antisémite du gouvernement de Vichy, initiée dès l'été 1940, est officiellement lancée avec la loi du 3 octobre 1940 « portant statut des Juifs ». Sur Vichy et les Juifs, voir notamment : Tal Bruttman, *Au bureau des affaires juives, L'administration française et l'application de la législation antisémite (1940-1944)*, Paris, La Découverte, 2006 ; Laurent Joly, *Vichy dans la « Solution finale ». Histoire du commissariat général aux Questions juives (1941-1944)*, Paris, Grasset, 2006 ; id., *L'État contre les Juifs. Vichy, les nazis et la persécution antisémite*, Paris, Grasset, 2018, Michael R. Marrus et Robert O. Paxton, *Vichy et les Juifs*, Paris, Librairie générale française, 1990 [1^{ère} éd. : 1981].

¹⁷ Sur les liens entre l'idéologie nazie, l'engagement et les actions jusqu'au meurtre de masse, voir notamment Christian Ingrao, *Croire et détruire : les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010, 580 p.

b) Des mesures de surveillance dès les premiers jours de l'Occupation

La particularité géographique et administrative ainsi que le contexte militaire de la zone côtière amènent l'occupant à y appliquer précocement des mesures spécifiques ciblant notamment les Juifs. Ainsi, dès les tout premiers jours qui suivent la signature de l'armistice est émise, par un service de l'OFK 670 de Lille, une note visant nommément et spécifiquement cette catégorie. Daté du 25 juin 1940, ce document alerte les autorités allemandes locales sur les « dangers » de cette présence dans le secteur de Dunkerque. Les archives municipales ont conservé un exemplaire dactylographié et en allemand de cette note. La traduction suivante pourrait être proposée :

Il a été remarqué récemment qu'un grand nombre de Juifs, qui se font passer pour Belges et qui sont probablement des immigrants d'Allemagne, ont profité de la reprise du trafic du chemin de fer pour se rendre dans les grandes villes
Il a aussi été constaté que des groupes de Juifs, la nuit venue, pénètrent dans les maisons non occupées par la population civile et les mettent au pillage.
Toutes les mesures de précaution sont à prendre contre les ces éléments malfaisants et de les appliquer impitoyablement/sévèrement.¹⁸

Ce sont « des Juifs qui se font passer pour Belges mais qui sont probablement des immigrants d'Allemagne » qui sont ciblés par cette mesure de surveillance et de restriction de circulation et non ceux domiciliés dans le secteur de Dunkerque qui ont fui lors des bombardements et se sont retrouvés sur les routes de l'exode. Plusieurs remarques peuvent être formulées sur la catégorie visée. Selon les travaux récents d'historiens belges, sur les 70 000 Juifs présents en Belgique à la veille de l'invasion, près de 20 % sont de nationalité allemande¹⁹. En effet, dans la Belgique des années 1930 survient un afflux de réfugiés politiques fuyant le nazisme. La mesure concerne donc les Juifs se trouvant parmi les réfugiés de Belgique qui ont fui le pays en mai-juin 1940 et tentent d'y retourner après la défaite.

Malheureusement, aucun document ne permet de savoir si cette enquête a été menée, et, le cas échéant, d'en connaître les méthodes d'identification et ses éventuels résultats. De plus, aucun des fonds

¹⁸ AMD : 4 H 102. Lettre du *Gruppe Ordnungsdienst* de l'OFK 670 de Lille datée du 25 juin 1940. Traduction aimablement transmise par Laurence Schram, docteure en histoire contemporaine et responsable des archives de *Kazerne Dossin* à Malines.

¹⁹ Herman Van Goethem et Patricia Ramet (dir.), *Drancy-Auschwitz, 1942-1944, Juifs de Belgique déportés via la France*, VUB Press, 2015, p. 12.

d'archives consultés, en France ou en Belgique, ne dispose de pièces permettant d'inscrire ce document dans un ensemble de mesures antisémites adoptées dès cette date²⁰. Fixant les toutes premières « mesures contre les Juifs »²¹ appliquées en Belgique, l'ordonnance allemande du 28 octobre 1940 finit par leur interdire officiellement le retour. Cependant, les deux notes retrouvées, émanant respectivement de l'OFK 670 et des autorités allemandes locales, affichent d'emblée ce qui constitue un double objectif prioritaire pour l'occupant nazi dans la zone littorale: lutter contre la présence ou « le retour » de cette population et y exercer, dès les premiers jours de l'Occupation, une surveillance particulière à l'encontre de ce groupe. Sans être encore centrale, la « question juive » y a donc d'emblée constitué une préoccupation pour les autorités allemandes bien avant l'automne 1940 et l'adoption des premières ordonnances en France et en Belgique.

c) Des opérations de recensement précoces

Outre les mesures de surveillance, a été également mise en évidence la précocité des recensements organisés dans la zone littorale. En effet, les premières opérations ont été établies bien avant celles prescrites dans l'ordonnance allemande du 27 septembre 1940 appliquée en zone occupée, ou dans la première ordonnance « relative aux mesures contre les Juifs » relayée dans le Nord et le Pas-de-Calais par l'OFK 670 de Lille qui date du 18 novembre 1940 seulement.

Deux listes manuscrites sans date et dont les auteurs sont inconnus, conservées aux archives départementales du Pas-de-Calais, mentionnent les noms de 35 individus dont six sont accompagnés de la mention « recensé à Berck comme Juif /Juive en juin 1940 »²². Parmi eux figurent le couple Goteiner, une personne dont le nom de naissance est identique à celui de M. Fridmon, engagé dans les colonies de vacances et la philanthropie juive des années 1930 à Berck²³, ou encore Alphonse

²⁰ Information confirmée par Laurence Schram.

²¹ Le 23 octobre 1940, une ordonnance interdit l'abattage rituel sans désigner nommément les Juifs.

²² Archives Départementales du Pas-de-Calais [ADPC] : 27 W 79. Copie numérisée des documents aimablement transmise par Cyril Brossard.

²³ Sur les colonies à Berck, voir : Marie-Christine Allart, « Les colonies de vacances juives de Berck-sur-Mer », *Mémoire d'Opale, Etaples-sur-Mer*, n°6, 2014, p. 101-109 ; Rudy Rigaut, « *JUIFS* » dans la zone littorale du Nord et du Pas-de-Calais du début du XIX^e siècle à la fin des années 2010, *op. cit.*

Sur les pratiques philanthropiques « juives », voir Nancy L. Grenn, « To Give and to Receive : Philanthropy and Collective Responsibility among Jews in Paris, 1880-1914 »,

Kranczer, qui sera par la suite arrêté dans les Hautes-Pyrénées puis déporté à Auschwitz par le convoi n° 64²⁴. Si le recensement original n'a pas été retrouvé dans les fonds consultés, un extrait du témoignage de Régine Dreyfus sur son enfance à Berck au moment de l'invasion, évoque son organisation. Occupant la ville depuis la fin du mois de mai, les Allemands auraient informé, dès le mois de juin, les Juifs résidant dans la commune de l'obligation de se présenter à la mairie pour se déclarer. La grand-mère paternelle de Régine Dreyfus fait le choix de ne pas répondre aux injonctions allemandes²⁵. C'est la raison pour laquelle son nom n'est pas inscrit dans les deux listes manuscrites retrouvées.

Établi le 2 août 1940, la date du premier recensement confirme tout d'abord la précocité de sa prescription en comparaison avec ceux effectués dans le reste des deux départements²⁶. Suivant les instructions de l'*Ortskommandantur* de Montreuil-sur-Mer transmises par la sous-préfecture le 31 juillet 1940, il est demandé au commissariat de Berck d'établir une « liste des magasins juifs ». Chaque commerce doit être doté d'une affiche « défendant aux troupes allemandes d'y entrer »²⁷.

Au total, sept commerçants sont ciblés par cette enquête policière. Sont enregistrés dans le tableau quatre Français, deux Polonais dont Abraham Klajmann, et Nathan Bairoch, tailleur de métier installé rue des Bains et inscrit en tant que « réfugié russe »²⁸. Six des sept individus gèrent des boutiques dans le secteur de l'habillement (mercerie, bonneterie etc.) tandis que Jacques Schwartz, de nationalité française, tient un commerce de primeurs situé rue Carnot. La colonne « observations » nous informe que son magasin est fermé à cette date. Il ne fait pas figure d'exception puisque quatre des sept commerces

dans Peter Mandler (dir.), *The Uses of Charity*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1990, p. 197; Laura Hobson Faure, « L'évolution de la philanthropie juive française à l'époque contemporaine (1791-1939) : un essai de synthèse », *Les Cahiers de Framespa*, 15 | 2014, mis en ligne le 29 mars 2014 ; Lisa M. Leff, *Sacred Bonds of Solidarity. The Rise of Jewish Internationalism in Nineteenth-Century France*, Stanford, Stanford University Press, 2006.

²⁴ Centre de Documentation Juive Contemporaine [CDJC] : C 64_21. Serge Klarsfeld, *Mémorial de la déportation des Juifs de France*, Paris, Fils et Filles des Déportés Juifs de France, 2012, p. 374.

²⁵ Lire le témoignage de Régine Dreyfus, *La guerre de Pauline*, Vannes, Libre Label, 2011, p. 51-52.

²⁶ À titre d'exemple, la première liste dressée dans l'arrondissement de Béthune-Lens date du 11 décembre 1940. Nicolas Mariot et Claire Zalc, *Face à la persécution. 991 Juifs dans la guerre*, op. cit., p. 42-43.

²⁷ ADPC : 27 W 79. Lettre de la sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer au commissariat de Berck datée du 31 juillet 1940.

²⁸ ADPC : 27 W 79. « Liste des magasins juifs de la localité » datée du 2 août 1940.

enregistrés se trouvent dans la même situation. Bien que le motif ne soit pas mentionné, c'est le départ lors de l'exode de mai-juin ou l'application de la mesure de refoulement et d'expulsion, comme c'est le cas pour Abraham Klajmann et pour d'autres peut-être, qui expliquent ces fermetures.

La rapidité de la réponse du fonctionnaire de police interpelle et invite à réfléchir sur les pratiques administratives adoptées par les personnes chargées de ce travail d'identification²⁹. Dans la mesure où n'y a plus de questions portant sur l'appartenance religieuse dans les recensements de population depuis 1872 et qu'il n'existe en France à cette date aucune définition juridique du « Juif », c'est probablement l'emploi de logique de repérage mêlant notoriété publique, réputation, onomastique et autres usages de l'arbitraire qui lui ont permis de répondre rapidement à la requête de l'occupant. Plus qu'une mission remplie pour se conformer aux mesures prises à leur rencontre par l'occupant, on peut souligner ici le rôle actif de l'administration policière locale dans la détection des Juifs.

Autre trace archivistique de la précocité des procédures d'identification dans le secteur, nous avons retrouvé une liste datée du 2 septembre 1940³⁰. Intégralement rédigée en allemand, elle est présentée sous la forme de deux tableaux dactylographiés, composés de plusieurs

²⁹ Signalons aussi l'existence à Boulogne-sur-Mer d'un « fichier juif » comportant 83 fiches nominatives (Archives Municipales de Boulogne-sur-Mer [AMB] : 4 H 885). Sur le fichage des Juifs, lire notamment : Jean-Pierre Azéma, « Le "fichier juif" ; réponse à Philippe Grand », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 169, 2000, p. 249-256 ; Philippe Grand, « Le fichier juif ; un malaise », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 167, 1999, p. 53-101 ; Laurent Joly, *L'antisémitisme de bureau, enquête au cœur de la préfecture de Police de Paris et du commissariat général aux Questions juives (1940-1944)*, Paris, Grasset, 2011 ; Renée Poznanski, « Le fichage des juifs de France pendant la Seconde Guerre mondiale et l'affaire du fichier des juifs », *La Gazette des archives*, n° 177-178, 1997, p. 250-270 ; René Rémond (commission présidée par), *Le « Fichier juif »*, Paris, Plon, 1996.

Sur le rôle de l'administration française pendant l'Occupation, voir : Marc Olivier Baruch, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, Paris, 1997 ; Tal Bruttman, *Au bureau des affaires juives, L'administration française et l'application de la législation antisémite (1940-1944)*, op. cit. ; Laurent Joly, *Vichy dans la « Solution finale ». Histoire du commissariat général aux Questions juives (1941-1944)*, op. cit. ; Claire Zalc, *Dénaturalisés, les retraits de nationalité sous Vichy*, Paris, Seuil, 2016.

³⁰ AMB : 4 H 886. « *Namentliche Aufstellung der Juden die Kein Geschäft haben* ». Les listes manuscrites ayant servi à l'élaboration de ces tableaux ont été conservées aux archives départementales du Pas-de-Calais (1 W 25326/3). Elles comportent un 58^{ème} nom, celui de Lucie Cohn, qui disparaît dans la version dactylographiée conservée aux archives municipales de Boulogne-sur-Mer.

colonnes fournissant des informations précises sur la situation personnelle des individus recensés à Boulogne et dans les environs, à cette date : nom, prénom, composition de la famille, activité professionnelle, adresse et observations. L'usage de l'allemand dans ce document administratif indique que le recensement et les tableaux qui en découlent ont été directement établis par les autorités occupantes locales. Ce cas est intéressant car il illustre les hésitations et/ou les difficultés provisoires à recourir à des relais non allemands pour faire cette besogne.

Ces listes nominatives comptabilisent cinquante-sept chefs de famille. En additionnant les données fournies dans la colonne relative à la composition des foyers, on obtient un total de 155 personnes. À l'exception d'un individu recensé à Outreau, toutes les familles enregistrées sont domiciliées à Boulogne. En revanche, le premier tableau se termine par la phrase suivante : « In St. Martin und Le Portel keine Juden »³¹. Ces éléments indiquent que la procédure d'identification a été menée à Boulogne mais aussi dans les communes voisines.

L'exploitation des données confirme le zèle dont font preuve les personnes chargées de ce travail. En effet, l'analyse des informations contenues montre que l'enquête a outrepassé son objectif initial, à savoir celui de ne recenser que ceux disposant d'un commerce, car y sont ainsi enregistrés des individus qui n'exercent aucune activité commerciale : un ingénieur, un interprète, deux médecins, deux personnes sans profession ou encore l'officiant de la communauté religieuse.

La colonne « observations » nous donne quelques indications sur les méthodes d'identification employées pour accomplir cette tâche. On y apprend que quatorze ménages ont déjà quitté le secteur à cette date. Cet élément tend donc à confirmer l'hypothèse du recours à la méthode de détection dans la mesure où ces individus, ayant fui la zone, n'ont pas pu répondre à une éventuelle enquête ou obligation de se déclarer. Cependant, on est surpris par la précision des informations collectées par les autorités occupantes qui disposent, pour treize d'entre eux, de la destination de départ et même, pour six d'entre eux, des dates, toutes comprises entre décembre 1939 et mi-août 1940.

La réalisation de ces enquêtes soulève également l'enjeu de ces opérations de recensement précoces. L'objectif visé est de protéger les troupes opérationnelles présentes en nombre dans le secteur de la « menace juive ». Ces procédures permettent aussi de refouler, d'expulser les personnes identifiées. Concomitamment à cette

³¹ AMB : 4 H 886. « *Namentliche Aufstellung der Juden die Kein Geschäft haben* ».

surveillance particulière et à ces recensements se met aussi en place le dispositif visant aux expulsions de Juifs de la zone littorale.

d) Les premières mesures de refoulement et d'expulsion

Si l'opération d'expulsion menée à Boulogne-sur-Mer le 17 décembre 1940 est connue³², les archives montrent qu'en réalité, des Juifs ont été interdits de séjourner et donc contraints par l'occupant de quitter la zone côtière dès le mois de juillet. Au cours de la même période, mais dans d'autres lieux et pour d'autres motifs, les autorités allemandes ont également procédé à des expulsions collectives et adopté des mesures de restriction à la liberté de circuler³³. Ainsi, dans l'objectif d'en faire une région *judenrein*, environ 3000 Juifs sont expulsés, dans des conditions particulièrement brutales, d'Alsace et de Lorraine, territoires nouvellement annexés, vers la zone sud au milieu du mois de juillet 1940. Par ailleurs, selon Robert Paxton, « 1 400 Juifs allemands » ont été expulsés de Bordeaux le 8 août de la même année pour être envoyés en zone sud et « 6 504 Juifs du pays de Bade et de Sarre-Palatinat » ont été envoyés par le train à Lyon puis vers le camp de Gurs à partir du 22 octobre. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la stratégie d'« aryanisation » totale de ces territoires visant à protéger la société allemande de ses éléments jugés « impurs », en les expédiant hors des frontières du Reich ou de ses zones d'influence directe³⁴. L'attitude

³² Citons notamment Guy Bataille et Xavier Boniface, « Ruine et renaissance de la cité (1939-1980) », *Histoire de Boulogne-sur-Mer, ville d'art et d'histoire*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2014, p. 420 ; Danielle Delmaire, *Les communautés juives septentrionales, 1791-1939*, thèse d'État, soutenue à l'université Charles de Gaulle – Lille 3, janvier 1998, p. 941 ; Aurélie Marvellie, *La communauté juive de Boulogne-sur-Mer des années 1930 aux années 1960*, mémoire de Master I soutenu à l'ULCO, 2007, 145 p. ; Rudy Rigaut, « JUIFS » dans la zone littorale du Nord et du Pas-de-Calais du début du XIX^e siècle à la fin des années 2010, *op. cit.*, p. 288-305.

³³ Des expulsions se sont déjà déroulées, en octobre 1938, d'Allemagne en direction de la Pologne. Elles concernent les « J/ Juifs » nés avec la nationalité « polonaise » et installés en Allemagne.

³⁴ Sur ces opérations, voir Robert O. Paxton (traduit par Andrée Lyotard-May), « La spécificité de la persécution des Juifs en France en 1942 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 48^e année, n° 3, 1993, p. 612 ; Léon Poliakov, *Bréviaire de la haine. Le III^e Reich et les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 1951, p. 77-83 ; Simon Schwarzfuchs, *Le 15 juillet 1940 : la dernière expulsion des Juifs d'Alsace*. Article disponible en ligne :

<http://judaisme.sdv.fr/histoire/shh/expuls/exp1.htm>

Des travaux évoquent succinctement l'organisation d'opérations dans le reste du littoral de la Manche ou dans le littoral atlantique. Ainsi, dans son article sur la gestion des « affaires juives » par la préfecture de Charente-Inférieure, William Guéraiche fait brièvement référence à une note du préfet évoquant les « mesures spéciales » prises par

de l'occupant dans le secteur de la ligne de démarcation est un autre exemple illustrant cette pratique. Après avoir refusé aux autorités de Vichy leur renvoi de l'autre côté de la ligne³⁵ et les avoir refoulés parmi les réfugiés de l'exode qui cherchent à regagner la zone occupée, les Allemands décident, le 10 septembre 1940, d'interdire « aux Juifs de franchir la ligne de démarcation pour se rendre dans la zone occupée de la France »³⁶.

Dans le contexte local particulier de l'été 1940, comment est mise en œuvre cette mesure discriminatoire ? Là encore, les sources restent muettes au sujet de son élaboration et de son application. Les fonds d'archives, en France et en Belgique, n'ayant pas conservé l'ordre d'expulsion ou de refoulement, il est difficile de déterminer s'il s'agit d'une mesure d'initiative locale ou d'une demande émanant de l'OFK 670 de Lille ou du commandement militaire de Bruxelles. Faut-il y voir un signe de l'activité de la *SIPO-SD*³⁷ qui cherche déjà à s'introduire dans ce territoire administré, comme le reste de la région, par l'armée ? Installée à Lille dès le mois de juin 1940, l'*Abwehrstelle*³⁸ pourrait être à l'origine de cette demande³⁹.

les autorités occupantes, dont l'ordre donné, fin octobre 1940, aux « Juifs étrangers et apatrides » de quitter le département pour être dirigés vers Angoulême (Archives départementales de Charente-Maritime : 15 W 141). William Guéraiche, « Administration et répression sous l'Occupation : les "Affaires juives" de la Préfecture de Charente-Inférieure (septembre 1940-juillet 1944) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 45, n° 2, avril-juin 1998, p. 380-403, ici p. 382. Une mesure d'expulsion a également été appliquée dans la zone côtière « interdite » des départements de la Bretagne à la fin de l'année 1941. Voir Claude Tocze et Annie Lambert, *Les Juifs en Bretagne, V^e-XX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, 435 p., ici p. 211-218. Sur les mesures particulières appliquées dans le reste de la zone côtière de la France occupée, voir notamment Lars Hellwinkel, « Une frontière oubliée ? La zone côtière interdite en France occupée, 1941-1944 », *Les Cahiers Sirice*, *op. cit.*

³⁵ Robert O. Paxton (traduit par Andrée Lyotard-May), « La spécificité de la persécution des Juifs en France en 1942 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, *op. cit.*, p. 612.

³⁶ CDJC : LXXV-79, ordonnance du 20 septembre 1940 citée par Tal Bruttman, *Au bureau des affaires juives*, *op. cit.*, p. 30. Lire aussi Eric Alary, « Les Juifs et la ligne de démarcation, 1940-1943 », *Les cahiers de la Shoah*, vol. n° 5, n° 1, 2001, p. 13-49.

³⁷ Étienne Dejonghe et Yves Le Maner, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande*, *op. cit.*, p. 106-107. *Sicherheitspolizei und Sicherheitsdienst*, police de sécurité de l'État et services de sécurité du parti nazi. La *SIPO-SD* s'installe officiellement à Lille en août 1940.

³⁸ Service de renseignements et de contre-espionnage.

³⁹ Étienne Dejonghe et Yves Le Maner, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande*, *op. cit.*, p. 252.

Signalons que les quelques cas retrouvés dans les archives ne concernent exclusivement que des habitants de Berck mais la mesure a été, semble-t-il, appliquée dans toute la zone littorale. À Dunkerque, un témoin raconte qu'« après l'armistice, les juifs furent rapidement interdits de séjour le long de la côte pour des raisons stratégiques »⁴⁰. Dans son auto-déclaration du 7 octobre 1940 envoyée à la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer, Henri Marx explique qu'il a dû « quitter Calais le 22 mai sur l'ordre de la gendarmerie de cette ville »⁴¹ mais sans préciser explicitement le motif. La mesure a pu être relayée par les services de police ou de gendarmerie locaux. Également situé en « zone rouge », le Boulonnais est aussi touché par une opération de ce type mais de plus grande ampleur menée à la fin de l'année 1940 et analysée dans les lignes suivantes.

Si nous n'avons pas retrouvé, parmi les différents fonds consultés, de pièces relatives à l'organisation de ces toutes premières mesures, et malgré l'absence de précision sur le nombre de familles berckaises touchées, la lacune a pu être très partiellement comblée en ayant recours à d'autres documents, notamment ceux établis dans le cadre de procédures de spoliation. C'est le cas pour les époux Klajmann (ou Klajman). Tous deux de nationalité polonaise, le mari Abram est né le 13 mars 1900 à Gory tandis que son épouse Frajnlda⁴² née Kirsznier voit le jour à Stopnica le 28 octobre 1904. Le couple donne naissance à un premier enfant Jacques, né à Lodz le 7 novembre 1928. La famille finit par quitter la Pologne pour s'installer en France, plus précisément à Paris où naît leur second enfant Fanny le 5 novembre 1931. La famille y occupe un logement situé rue de Belleville jusqu'en juin 1938, date à

⁴⁰ Maurice Baran-Marszak, *Histoire d'un enfant caché du Nord, familles entre amour et silence (1942-1947)*, Paris, Le Manuscrit, 2014, p. 45. Lire son témoignage, *infra*.

⁴¹ ADPC : 1 W 9684/1. Bien qu'ancien combattant de la Grande Guerre, Henri Marx a été déporté à Auschwitz par le convoi n° 57 du 18 juillet 1943. Sur les communautés juives du Nord et du Pas-de-Calais pendant la Première Guerre mondiale, lire Voir Rudy Rigaut, « Les communautés juives du Nord et du Pas-de-Calais et la Grande Guerre », dans Xavier Boniface et Jean Heuclin (dir.), *Diocèses en guerre 1914-1918, L'Église déchirée entre Gott mit uns et le Dieu des armées*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2018, p. 83-100.

⁴² Un doute existe quant à l'orthographe exacte du prénom. Dans la lettre du commissaire de police de Berck adressée au commissaire central (service des étrangers) de Lille le 11 mars 1942, est mentionné le prénom « Frangulda » (ADPC : 27 W 79). Dans la liste conservée au CDJC (C84_13), elle est inscrite sous le prénom Frajnlda. C'est ce prénom qui est repris dans le *Mémorial de la déportation des Juifs de France* de Serge Klarsfeld, p. 745.

laquelle elle décide de s'implanter à Berck où le couple tient un petit commerce d'accessoires de mode installé rue de l'Amiral Courbet.

Dans le but d'obtenir leur nouvelle adresse afin de permettre au commissaire gérant de leur boutique de se mettre en relation avec eux, le commissaire de police de Berck envoie une lettre au service des étrangers du commissariat central de Lille le 11 mars 1942. Retraçant sommairement leur parcours, le fonctionnaire de police y indique qu'au cours du mois de juillet 1940, ils « ont été refoulés sur Lille par ordre des autorités d'occupation, en tant que Juifs et Polonais »⁴³. En principe, le service des étrangers doit être en possession de cette information car le départ forcé de la ville s'accompagne d'une obligation pour le couple de s'y déclarer à leur arrivée à Lille. Certes, le départ de la zone côtière est imposé par l'occupant mais on ignore si la décision de s'établir dans la région lilloise émane de la famille ou si elle a été imposée par les autorités allemandes.

Dans sa réponse datée du 14 mars 1942, le commissaire central de Lille, Rochat, vient confirmer que les époux, « repliés militairement à Lille », ont bien effectué leur déclaration d'arrivée le 6 août 1940 et qu'ils résident depuis rue Edouard Delesalle⁴⁴. La famille occupe ce logement à Lille jusqu'au 11 septembre 1942⁴⁵, date de leur arrestation lors de la grande rafle organisée la veille de *Rosh Hashana* dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais⁴⁶. Cette mesure et ses

⁴³ ADPC : 27 W 79. Lettre du commissaire de police de Berck au commissaire central (service des étrangers) de Lille datée du 11 mars 1942.

⁴⁴ ADPC : 27 W 79. Lettre du commissaire central de Lille au commissaire de police de Berck datée du 14 mars 1942.

⁴⁵ CDJC : C84_13. Serge Klarsfeld, *Mémorial de la déportation des Juifs de France*, Paris, FFDJF, 2012, p. 745.

⁴⁶ Sur la rafle du 11 septembre 1942, voir : Danielle Delmaire, « La rafle de Roch hachana, 11 septembre 1942 », *Tsafon*, *op. cit.* ; Monique Heddebaut, « Sans arme face à la rafle du 11 septembre 1942 », *Tsafon*, article tiré à part du n° 70, automne 2015-hiver 2016 ; Nicolas Mariot et Claire Zalc, *Face à la persécution. 991 Juifs dans la guerre*, *op. cit.*, p. 163-179. D'après les listes du Transport X parti de Malines le 15 septembre 1942, 513 personnes arrêtées le 11 septembre 1942 dans le Nord et le Pas-de-Calais, ont été déportées à Auschwitz-Birkenau par ce convoi. Parmi elles se trouvaient 11 individus originaires de la zone côtière. De 1942 à 1944, 25 000 Juifs et 352 Tsiganes ont été déportés de la caserne Dossin à Malines. Voir Laurence Schram, *L'antichambre d'Auschwitz : Dossin*, Bruxelles, Racine, 2017, 350 p.

Visant les Juifs ayant le statut de ressortissants de pays neutres ou alliés aux Allemands, une autre rafle moins connue a été organisée à Lille et ses environs le 28 octobre 1943. Au total, 22 Juifs, dont deux originaires de Dunkerque (Éliezer et sa fille Simone Zelda Segouriano) ont été arrêtés, transférés au camp de transit de Malines le 30 octobre 1943 d'où ils sont déportés vers Buchenwald pour les hommes ou vers Ravensbrück pour les femmes, par le convoi Z du 13 décembre 1943. Simone Zelda Segouriano a survécu.

conséquences sont également évoquées dans la réclamation qu'envoie le propriétaire du logement berckois de la famille au « commissariat aux affaires juives » du département du Pas-de-Calais le 22 mars 1944 :

[...] étant habité par un juif du nom de Klajman, et ce dernier fut déplacé par les autorités allemandes au mois de juillet 1940 et depuis le chalet est sous séquestre. Le montant du loyer était de 5 000 francs par an et cette somme m'aidait à vivre ; cette somme me faisant défaut aujourd'hui, avec la vie chère cela me met dans une situation tout à fait précaire.⁴⁷

Afin d'accélérer la procédure et de répondre à cette sollicitation, le commissaire de Berck est invité par le sous-préfet à dresser un rapport portant sur l'état des lieux, les stocks, le matériel et le mobilier encore présents au magasin du couple. Il conclut son rapport en indiquant que « les époux Klajmann ont été refoulés sur Lille, par les Autorités d'occupation, fin juillet 1940 »⁴⁸.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de ces différents documents administratifs. Soulignons en premier lieu l'imprécision de la terminologie employée par les différents acteurs pour qualifier l'acte : « refoulé », « replié », « déplacé ». Les auteurs de ces documents administratifs emploient ces termes, devenus interchangeables, sans se risquer à expliciter le sens qu'ils leur accordent. Pourtant, ils ne sont pas synonymes. Le mot « refoulé » pourrait désigner l'interdiction de retourner en « zone rouge » pour les réfugiés de l'exode. Il doit être distingué du terme « déplacé » qui qualifierait plutôt une action organisée incluant une arrestation et un transfert à destination d'une autre zone. En revanche, il n'est jamais fait mention du mot « déporté »⁴⁹. Dans le cas de la famille Klajmann (ou Klajman), l'imprécision dans l'usage des

Lire son témoignage et ceux de deux autres Juifs de Dunkerque, *infra*. Sur la rafle du 28 octobre 1943 et le parcours de Simone Zelda Segouriano, voir Rudy Rigaut, « *JUIFS* » dans *la zone littorale du Nord et du Pas-de-Calais du début du XIX^e siècle à la fin des années 2010*, op. cit., p. 373-379. Sur cette rafle, voir aussi le témoignage de Lili Leignel dans *Tsafon, revue d'études juives du Nord*, n° 9-10, été-automne 1992, p. 29-37 ; Lili Leignel, *Je suis encore là. Rescapée de la Shoah et passeur de mémoire*, Copymédia, 2017, 284 p.

⁴⁷ ADPC : 27 W 79. Lettre d'A. Guichon, propriétaire du chalet « La Roseraie » situé au n° 33 rue de l'Amiral Courbet à Berck, au « commissariat aux affaires juives » du Pas-de-Calais datée du 22 mars 1944.

⁴⁸ ADPC : 27 W 79. Rapport du commissaire de police de Berck-sur-Mer au sous-préfet de Montreuil-sur-Mer daté du 3 mai 1944.

⁴⁹ Sur la signification et les usages du terme, voir Tal Bruttman, Laurent Joly, Annette Wieviorka, *Qu'est-ce qu'un déporté ? Histoire et mémoires des déportations de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, CNRS éditions, 2009, 415 p.

mots rend toute entreprise de distinction entre « expulsion » et « refoulement » assez délicate.

Dans son livre témoignage, Régine Dreyfus, alors jeune fille domiciliée à Berck, évoque aussi le sort d'une autre famille de la ville touchée par la mesure en précisant que « le docteur Landau, sa femme, son petit garçon âgé de deux ans et demi, la famille polonaise, tous furent arrêtés pour être prétendument envoyés à 10 kilomètres de la côte »⁵⁰. Leybus Landau, son épouse Anna et leur fils Alain finissent par s'installer au n° 4 rue Montpencher à Hénin-Liétard⁵¹ dans la région lensoise, dernière adresse connue avant leur arrestation lors de la rafle du 11 septembre 1942 et leur déportation par le Transport X⁵².

Par ailleurs, dans une lettre rédigée le 16 juin 1941 dans le cadre de la procédure d'« aryanisation » de leur commerce de bonneterie situé rue de l'ancien calvaire, le sous-préfet de Montreuil indique que les époux Fajnholle, domiciliés à Berck depuis 1931, ont été « refoulés de Berck par les autorités allemandes »⁵³ sans en préciser la date ni le motif. De son côté, l'administrateur provisoire de l'entreprise de Jankiel Fajnhole confirme le fait que l'intéressé a été « refoulé par les autorités d'occupation »⁵⁴. Quant à Monsieur Rozen, réfugié de l'exode, il aurait été refoulé en tentant de retrouver son épouse Chana et leur fille restées à Berck⁵⁵.

Ces documents soulèvent aussi une interrogation centrale : la mesure évoquée s'inscrit-elle déjà dans le cadre de la politique antisémite de l'occupant ? Répondre affirmativement à cette question conduit à remettre en cause la chronologie traditionnellement admise selon laquelle

⁵⁰ Témoignage de Régine Dreyfus, *La guerre de Pauline*, op. cit., p. 52.

⁵¹ Ancien nom de la commune actuelle d'Hénin-Beaumont avant sa fusion avec Beaumont-en-Artois en 1971. Serge Klarsfeld, *Mémorial de la déportation des Juifs de France*, op. cit., p. 746.

⁵² Alors qu'Anna et Alain ont été immédiatement gazés à leur arrivée, les compétences médicales de Léon lui ont valu d'être affecté au « Kommando des morts d'Auschwitz » pour assister aux expériences médicales menées dans le camp sur des déportés. Cette affectation lui a permis d'échapper à la mort. Un livre paru en 1975 s'appuie sur son témoignage pour aborder le sujet des cobayes humains d'Auschwitz. Betty et Robert-Paul Truck, *Médecins de la honte, la vérité sur les cobayes humains d'Auschwitz*, Paris, Presse de la Cité, 1975, 188 p.

⁵³ ADPC : 27 W 79. Lettre du sous-préfet de Montreuil-sur-Mer datée du 16 juin 1941.

⁵⁴ Archives Nationales : AJ³⁸ 4928, Dossier 6328. Rapport de l'administrateur provisoire daté du 3 décembre 1941.

⁵⁵ ADPC : 27 W 79. Lettre du sous-préfet de Montreuil-sur-Mer datée du 1^{er} septembre 1940. Voir aussi Cyril Brossard, *Les persécutions des Juifs de Berck-sur-Mer, victimes de la Solution finale lors de la Seconde Guerre mondiale*, site internet de l'AJPN, p. 5.

l'ordonnance du 18 novembre 1940⁵⁶ constituerait le premier volet de cette législation dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Cela amènerait également à discuter l'affirmation de l'historien belge Maxime Steinberg selon lequel « c'est aux Pays-Bas qu'est prise, en Europe occidentale, la première mesure discriminatoire. L'interdiction de l'abattage des animaux à sang chaud y date du 31 juillet 1940 »⁵⁷.

En indiquant que les membres de la famille ont été expulsés « en tant que Juifs et Polonais », le commissaire de police de Berck tend à confirmer la dimension antisémite de la mesure. Cependant, le propos du fonctionnaire de police est ambigu car, bien qu'établissant une distinction entre les deux catégories, il laisse supposer que l'ordre a ciblé indifféremment les Juifs et/ou les étrangers, et plus spécifiquement les Polonais. Les autres cas retrouvés ne permettent pas d'apporter de nouveaux éclairages car à chaque fois, que ce soit les membres du couple Landau ou Monsieur Rozen « refoulé sur Lille par les autorités allemandes le 28 juillet 1940 »⁵⁸, il s'agit d'individus possédant ces deux « qualités ». De plus, des travaux de recherche et l'analyse des documents administratifs relatifs à l'opération du 17 décembre 1940 montrent que des étrangers non-identifiés comme Juifs, notamment les individus de nationalité britannique, ont été également touchés par les expulsions organisées dans la zone littorale occupée durant la période⁵⁹. Dans un rapport adressé au sous-préfet de Boulogne le 31 décembre 1940, le commissaire central de Calais indique que « 109 étrangers ont été refoulés le 18 juillet dernier, après examen de leur situation par les Autorités d'occupation »⁶⁰. Nous ignorons si ce total inclut les personnes juives retrouvées.

⁵⁶ ADPC : 1 Z 497. *Journal officiel contenant les ordonnances du Gouverneur militaire pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais*, n° 7, 6 décembre 1940, cité par Nicolas Mariot et Claire Zalc, *Face à la persécution...*, *op. cit.*, p. 40.

⁵⁷ Maxime Steinberg, *L'étoile et le fusil. La question juive, 1940-1942*, Bruxelles, Vie ouvrière, tome 1, 1983, p. 22.

⁵⁸ ADPC : 27 W 79. Lettre du sous-préfet de Montreuil-sur-Mer datée du 1^{er} septembre 1940.

⁵⁹ En juillet 1940, les hommes britanniques (soldats et civils) sont recensés dans les communes des deux départements en vue de leur déportation et de leur internement. Environ 2 000 individus auraient été touchés. Cf. Frédéric Turner, *Les oubliés de 39-45, La rafle des Britanniques*, Arras, JAFT, 2010. ADPC : 1 W 25326/3. « Liste des indésirables qui ont quitté Boulogne le 17 décembre 1940 dans un train allemand » (17 décembre 1940).

⁶⁰ ADPC : 1 W 25326/3. Lettre du commissaire central de Calais adressée au sous-préfet de Boulogne datée du 31 décembre 1940.

Si elles ne semblent pas cibler uniquement les Juifs, ces mesures de pseudo-sécurité frappant des civils (hommes, femmes et enfants) possèdent indéniablement des dimensions antisémite et xénophobe étroitement liées que l'on retrouve dans les fondements idéologiques du nazisme⁶¹. Surtout, elles débouchent sur la grande opération d'expulsion du 17 décembre 1940. Ce jour-là, 54 Juifs ont été, selon la terminologie employée par les autorités préfectorales, « expulsés par les Autorités d'Occupation pour des raisons de nécessités militaires »⁶² de Boulogne vers un centre d'internement à Troyes. En dépit de son caractère particulièrement violent, la finalité de cette opération n'est pas encore la mise à mort car le processus génocidaire n'est pas à l'ordre du jour à la fin de l'année 1940. L'enjeu est à la fois pseudo-stratégique et idéologique : expulser ces « indésirables » qui représenteraient un danger pour les troupes occupantes et les envoyer dans un camp d'internement à Troyes dans l'Aube⁶³. Parmi eux figurent notamment le président de la communauté religieuse de Boulogne, le docteur Léon Schekter⁶⁴, ou encore son ministre officiant Maurice Weil et son épouse Clémentine née Netter.

L'analyse des profils montre qu'il n'existe aucune distinction de sexe, d'âge ou de nationalité chez les victimes. Cette absence de catégorisation constitue l'une des particularités de cette opération. Ailleurs, les déplacements imposés par les autorités nazies au cours de l'année 1940 visent des populations juives se trouvant dans des territoires allemands ou nouvellement annexés (expulsions d'Alsace à la mi-juillet 1940 ; du pays de Bade, de la Sarre et du Palatinat les 22-23 octobre 1940) ou bien des réfugiés « allemands » (de Bordeaux le 8 août 1940) pour les envoyer vers la zone sud, c'est-à-dire en dehors de la sphère d'influence directe des nazis⁶⁵. La spécificité de l'opération locale repose

⁶¹ Johann Chapoutot, *La loi du sang. Penser et agir en nazi*, Paris, Gallimard, 2014, 567 p ; *id.*, *La révolution culturelle nazie*, Paris, Gallimard, 2017, 288 p.

⁶² ADPC : 1 W 25326/3. Lettre du sous-préfet de Boulogne-sur-Mer au préfet du Pas-de-Calais dans sa lettre adressée au sous-préfet de Boulogne datée du 3 janvier 1941.

⁶³ La consultation des archives départementales de l'Aube nous ont permis de retrouver la trace de 70 Juifs originaires de la zone côtière du Nord et du Pas-de-Calais et internés à Troyes. Voir Rudy Rigaut, « *JUIFS* » dans *la zone littorale du Nord et du Pas-de-Calais du début du XIX^e siècle à la fin des années 2010*, *op. cit.*, p. 308-324.

⁶⁴ Un ensemble de correspondances du docteur Schekter a été conservé aux archives municipales de Boulogne-sur-Mer (4 H 889). Ces lettres fournissent de nombreux renseignements sur les conditions de transfert.

⁶⁵ Voir Robert O. Paxton (traduit par Andrée Lyotard-May), « La spécificité de la persécution des Juifs en France en 1942 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*,

sur plusieurs éléments. Comme à Bordeaux, l'expulsion de la zone côtière ne se déroule pas sur le territoire allemand ou dans une zone nouvellement annexée mais dans un secteur occupé de la France. Cependant ici, la question de la nationalité n'y a pas joué de rôle puisque ce sont des individus de toute nationalité qui ont été expulsés en raison de leur identification administrative. Le rattachement du Nord et du Pas-de-Calais à la Belgique fait des Juifs français des étrangers comme les autres du point de vue des autorités allemandes de Bruxelles.

Tableau. Profil des 54 Juifs expulsés de Boulogne-sur-Mer le 17 décembre 1940

Lieu de résidence	Nombre de personnes expulsées	Sexe		Age moyen		Lieu de naissance ⁶⁶		
		F	H	F	H	littoral	France ⁶⁷	étranger
Boulogne	38	18	20	41,4	44,2	9	15	13
Calais	5	4	1	70 ⁶⁸	66	1	3	0
Wimereux	10	4	6	23,2	22,8	1	6	3
inconnue	1	0	1	0	add ⁶⁹	add	add	add
total	54	26	28	44,8	44,3	11	24	16

Source : ADPC : 1 W 25326/3. « Liste des Juifs qui ont quitté Boulogne-sur-Mer, le 17 décembre 1940 et ont été embarqués dans un train allemand pour une destination inconnue »

Enfin, contrairement à ceux ayant été expulsés d'Alsace, de Bordeaux, du Pays de Bade et de Sarre-Palatinat, les victimes n'ont pas été expédiées vers la zone sud considérée comme un « déversoir »⁷⁰ par

op. cit., p. 612 ; Léon Poliakov, *Bréviaire de la haine*, *op. cit.*, p. 77-83 ; Simon Schwarzfuchs, *Le 15 juillet 1940 : la dernière expulsion des Juifs d'Alsace*, *op. cit.*

⁶⁶ Les lieux de naissance ne sont pas indiqués pour trois personnes : Ketty Loewinger, Jacob Rysnick et Moïse Aladéff.

⁶⁷ La France (hors de la zone littorale) dans ses frontières d'avant 1940.

⁶⁸ Moyenne calculée à partir des dates de naissance de trois des quatre femmes domiciliées à Calais. La liste ne mentionne pas la date de naissance de Ketty Loewinger.

⁶⁹ add : Absence de données.

⁷⁰ C'est le terme employé par le général Doyen lorsqu'il manifeste à la commission allemande d'armistice son refus de voir la zone non occupée se transformer en « un déversoir de personnes jugées indésirables sur le territoire du Reich ». *Documents français de la commission d'armistice*, vol. IV, p. 98, 5 vol., cité par Eric Alary, « Les Juifs et la ligne de démarcation, 1940-1943 », *Les Cahiers de la Shoah*, *op. cit.*, p. 16-17.

les autorités de Vichy mais elles ont été envoyées vers un centre d'internement situé en zone placée sous l'autorité allemande⁷¹.

Arrêtons-nous à présent sur les préparatifs qui ont eu lieu afin de mener l'opération devant permettre le rassemblement puis l'expulsion. Dès le 13 décembre, le commissaire de Boulogne est informé par la *Kommandantur* de la ville qu'il doit mettre à sa disposition son personnel le 16 décembre en vue de la conduite de l'opération dans la commune. À partir d'une liste nominative remise deux jours plus tôt par les autorités allemandes locales, elle démarre le 16 décembre à partir de 6 heures du matin. À 9 heures, la totalité des individus inscrits sur cette liste « des enfants, des malades, des vieillards »⁷² sont arrêtés puis conduits, selon le commissaire, « au camp des prisonniers civils de Boulogne », c'est-à-dire à l'enclos de l'évêché. Ils sont rejoints par des individus arrêtés dans d'autres villes du secteur. Le 17 décembre à 13 heures, après un ultime appel, le groupe est dirigé à pied vers la gare centrale de Boulogne « sous escorte de policiers français et allemands »⁷³. Le train quitte la gare vers 17 heures. Le fonctionnaire de police termine son rapport en signalant que « toutes les opérations qui précèdent, et dont je vous ai tenu au courant, ont eu lieu sans le moindre incident »⁷⁴. Au total, 54 personnes désignées comme « juives » sont arrêtées à Boulogne (38), mais aussi à Calais⁷⁵ (5) et Wimereux (10) (et 1 adresse inconnue) sont embarquées dans un train allemand pour être envoyées dans un camp d'internement à Troyes dans l'Aube⁷⁶. Arrêté à Wimereux, le plus jeune du groupe n'a

⁷¹ Concernant la mesure d'expulsion de la zone côtière des départements de la Bretagne à la fin de l'année 1941, « tous les Juifs, français et étrangers, étaient visés par cette décision » mais ils ne tombaient que très rarement sous le coup de mesures d'internement. Citons l'exemple des Côtes-du-Nord où, dans la deuxième moitié de l'année 1941, huit individus ont été expulsés puis internés au camp de la Ferté Bernard, dans la Sarthe. Voir Claude Tocze et Annie Lambert, *Les Juifs en Bretagne, V^e-XX^e siècles, op. cit.*, p. 214. Voir aussi Marie-Pierre et Pierre Klein, *Les déportés des Côtes-du-Nord, avril 1941-Septembre 1944*, Lanvallay, AFMD 22, 2007.

⁷² ADPC : 1 W 25326/3. Rapport du commissaire central de Boulogne-sur-Mer au sous-préfet de l'arrondissement daté du 31 décembre 1940.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Parmi les Juifs ayant fui Calais pour ne pas être arrêtés figure notamment André Gerschel, ancien maire de Calais et ex-otage de la ville détenu à Lille du 6 juillet au 12 octobre 1940. André Gerschel sera finalement arrêté à Nice puis déporté à Auschwitz par le convoi n° 68 au départ de Drancy le 10 février 1944. Depuis 1951, une rue de la ville porte son nom.

⁷⁶ La population juive ayant quitté le secteur au moment de l'exode et tombant sous le coup des mesures interdisant son retour, aucune opération d'expulsion n'a été organisée

que quelques mois tandis que la doyenne, Jeanne Lévy, est âgée de 74 ans. Les archives disponibles montrent que quinze étrangers ont été expulsés car eux aussi considérés comme des « indésirables »⁷⁷. Ainsi, le rapport du commissaire de Calais indique que le 16 décembre, « des gendarmes et militaires allemands, accompagnés d'agents de la police municipale » ont arrêté à leur domicile, vers 8 heures du matin, quatre « personnes de race juive et des nomades »⁷⁸. À 11 heures 30, ces quinze personnes ont été conduites en camion à Boulogne et ajoute-t-il, « on ignore ce qu'elles sont devenues »⁷⁹. Il conclut en soulignant qu'« aucun incident ne s'est produit au cours des opérations qui sont passées inaperçues »⁸⁰.

Un témoignage écrit, celui de Germaine née Lévy, épouse d'Adrien Berr, boucher au n° 35 rue de la Lampe arrêté en tant qu'otage le 21 novembre 1940⁸¹, est très intéressant car il permet de déplacer la focale en donnant le point de vue à une victime de l'opération :

Lundi 16 décembre : on sonne à 6 heures du matin, je pensais que c'était Adrien qui nous revenait libéré, j'ouvre la fenêtre et demande qui est là ? « Police », ça y est dis-je on vient chercher l'aîné de nos deux gosses, la bonne descend et remonte en pleurant : « Madame, on vient vous chercher, vous devez partir ».

La police française nous fait faire nos valises en vitesse et nous emmène dans l'obscurité du matin à l'Enclos de « l'Evêché » où femmes en bas, hommes en haut nous restons sur la paille, là nous étions tous les Israélites de Boulogne, prévenus pareillement à la dernière heure.

Le lendemain, départ et défilé à travers la ville, escortés des Français et Allemands, des agents, malgré l'interdiction de leurs chefs nous portent nos bagages ; malgré notre chagrin nous voulons rester dignes et lever la tête, les passants venaient nous serrer la main, ils nous embrassaient et pleuraient.

à Dunkerque. Signalons qu'un seul individu a été enregistré dans le recensement local établi le 6 novembre 1940 (AMD : 4 H 102).

⁷⁷ ADPC : 1 W 25326/3. « Liste des indésirables qui ont quitté Boulogne le 17 décembre 1940, dans un train allemand ». La liste comprend les noms de quinze personnes identifiées d'autres documents comme : des « Anglais » (quatre personnes) ou des « nomades » (onze personnes arrêtées le 16 décembre à Calais et membres de la « tribu Marinkovitch » selon le commissaire central de la ville). Signalons aussi que des Juifs subissent le même sort à Béthune dès le 16 décembre 1940, lire le témoignage de Fanny Kleiman, née Dawidowicz recueilli par Danielle Delmaire dans *Tsafon, revue d'études juives du Nord*, n° 9-10, été-automne 1992, p. 6-11.

⁷⁸ *Ibid.* Rapport du commissaire central de Calais au sous-préfet de l'arrondissement daté du 31 décembre 1940.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ibid.* Ces archives attestent de la complicité de la police française dans la mise en œuvre de la politique antisémite de l'occupant.

⁸¹ AMB : 4 H 886. « Liste des Juifs » établie par le commissaire central de Boulogne-sur-Mer le 12 janvier 1942.

On nous avait recommandé de ne pas prendre d'argent, mais on nous a permis de prendre 2 000 francs, nous ne savions pas où nous allions et pensions alors au pire.

À trois heures, départ en train vers Dannes-Camiers, accident de chemin de fer, cela s'est borné à une soixantaine de blessés légers.

Le jeudi à une heure sans avoir mangé et restés garés un jour sans chauffage, on nous débarque à Troyes. Campés dans une école, ou plutôt parqués (nous sommes pendant une semaine quarante dans une chambre) heureusement nous voilà maintenant à vingt dont le docteur Schekter et sa femme sur des couchettes superposées en bois et paille.

Pour la nourriture, soupe, pommes de terre ou pâtes 300 grammes de viande par semaine.

On nous a photographiés de face, de profil avec un numéro sur l'épaule absolument comme des criminels écroués. On nous a promis nos cartes d'identité pour pouvoir sortir du cantonnement, mais cela ne vient pas vite.

L'évêque de Troyes est venu nous reconforter ; nous voudrions que cela se sache, car il a été très chic avec nous. Le Maréchal Pétain ne pourrait-il rien faire, car il n'y a pas que dans le Pas-de-Calais que les Israélites ont été ainsi chassés de chez eux.

Pourquoi ne pas nous laisser aller rejoindre les nôtres en zone libre, au lieu de nous garder comme des malfaiteurs ?

Les gens de Troyes n'ont rien fait pour adoucir notre sort, par contre des Parisiens nous ont envoyé des douceurs.

Parfois nous perdons courage mais pour les enfants je veux me montrer forte. Maman très affectée est à l'hôpital de Troyes, nous sommes à l'école Jules Ferry rue des Marots.⁸²

Son témoignage très riche confirme les principales informations contenues dans les rapports de police sur le déroulement de l'opération et corrobore certaines accusations du docteur Schekter. Le règlement des frais d'entretien des refoulés du Pas-de-Calais internés à Troyes a d'ailleurs fait l'objet de discussions entre les autorités françaises et occupantes dès leur arrivée⁸³. Sont également soulignées les marques de sympathie adressées par une partie de la population de Boulogne. Son propos exprime aussi des doutes quant à l'attitude du maréchal Pétain, chef de « l'État français », à l'égard des « Israélites ».

Outre les humiliations subies, son témoignage évoque surtout un accident ferroviaire survenu lors de leur transfert vers Dannes. Cette

⁸² Alliance Israélite Universelle [AIU] : Boîte n° 16. Voir : Annexe 39. Dans son travail sur les populations juives en France sous l'Occupation, Renée Poznanski s'appuie sur ce témoignage pour évoquer sommairement le sort des « juifs du Boulonnais » : Renée Poznanski, *Les Juifs en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Hachette, 2012 [1ère éd. : 1994], p. 94.

⁸³ Archives Départementales de l'Aube : 310 W 201.

information est très précieuse car il s'agit de la seule source indiquant qu'après avoir quitté la gare de Boulogne, le train s'est dirigé vers Dannes, à proximité de Berck. Là, ont été vraisemblablement rassemblés d'autres Juifs ayant été préalablement arrêtés dans l'arrondissement de Montreuil en vue de leur transfert à Troyes⁸⁴. En effet, les archives départementales de l'Aube confirment leur présence dans le centre d'internement à Troyes mais, malheureusement, les traces de cette opération dans les autres fonds consultés sont très rares. Le 17 décembre 1940, le maire de Berck transmet au commissaire de police de la ville les instructions de la *Kresikommandantur* demandant de procéder à l'inventaire et de mettre sous scellés « les immeubles occupées par les personnes évacuées le 16 décembre »⁸⁵ mais le document ne mentionne pas explicitement la catégorie ciblée. En revanche, une note émanant de la sous-préfecture de Montreuil datée du 19 décembre 1940 confirme implicitement l'information en évoquant le sort « des Anglais, des Juifs et d'autres étrangers ayant été enlevés ou étant partis hors de l'arrondissement de Montreuil depuis l'établissement des dernières listes »⁸⁶. Citons aussi le rapport manuscrit de l'administrateur provisoire chargé de la gestion du commerce de maroquinerie de Jean Buchman situé rue Saint-Jean au Touquet dans lequel il indique que « la fermeture du magasin date du 15 décembre 1940, jour de l'arrestation de M. Jean Buchman »⁸⁷. Enfin, dans sa lettre réclamant le remboursement des impôts impayés des Meyer-Lévy des années 1941 à 1943, le percepteur du Touquet précise qu'« ils auraient été incarcérés par les autorités occupantes en décembre 1940 »⁸⁸. Ces documents viennent confirmer le déroulement d'une opération d'arrestation et la mise en œuvre de la mesure d'expulsion dans l'arrondissement de Montreuil. Il s'agit d'un point non-négligeable dans l'écriture de cette histoire qui n'a pas été mis en perspective jusqu'alors.

⁸⁴ Le croisement des archives a permis de retrouver la trace de 70 Juifs expulsés de la zone littorale du Pas-de-Calais vers un centre d'internement à Troyes entre fin décembre 1940 et le milieu de l'année 1941. Sur les trajectoires de persécution de l'ensemble de ces personnes, voir Rudy Rigaut, « *JUIFS* » dans *la zone littorale du Nord et du Pas-de-Calais du début du XIX^e siècle à la fin des années 2010*, op. cit.

⁸⁵ ADPC : 27 W 79. Lettre du maire de Berck au commissaire de police de la ville datée du 17 décembre 1940.

⁸⁶ *Ibid.* Note de la sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer aux maires de l'arrondissement datée du 19 décembre 1940. Mot souligné dans le document.

⁸⁷ AN : AJ³⁸ 4918, Dossier 6233. Rapport de l'administrateur provisoire daté du 22 juillet 1942.

⁸⁸ AN : AJ³⁸ 4936, Dossier 11996. Lettre du percepteur au préfet du Pas-de-Calais datée du 12 mai 1944.

C'est finalement Maurice Weill, officiant de l'association culturelle israélite de Boulogne expulsé avec son épouse à Troyes, qui, dans un rapport daté du 2 janvier 1942, exprime le mieux le désarroi dans lequel sont plongés les expulsés en établissant un parallèle entre le sort de sa « communauté » et la situation nationale :

Et c'est ainsi que la communauté israélite de Boulogne-sur-Mer, dont les circonstances qui avaient provoqué sa naissance étaient étroitement liées au mouvement d'immigration qui, à la suite des désastres de 1870-1871, évolue de l'Est à l'Ouest de notre territoire, doit malheureusement aussi son effondrement et sa disparition aux répercussions désastreuses d'une troisième guerre qui surgit, qui s'abat de nouveau sur notre patrie à 70 ans d'intervalle de celle dont la conclusion malheureuse avait du moins contribué à donner le jour à notre groupement culturel.

Puisse-t-il bientôt renaître et se reconstituer à la faveur de conjonctures plus heureuses, plus propices !⁸⁹

Finalement, Maurice Weill sera arrêté avec son épouse à Troyes pour être déportés et assassinés à Auschwitz début 1944⁹⁰...

Au moment où ont lieu partout en France les vagues d'arrestation des Juifs en vue de leur déportation, la situation dans la zone côtière du Pas-de-Calais est marquée par l'existence de camps de travail forcé dans lesquels des milliers de Juifs, essentiellement venus de Belgique, ont été affectés.

II - Le temps des camps de l'organisation Todt (1942-1944)

a) État des lieux succinct de l'historiographie et des sources disponibles

Dès le début de l'Occupation et dans le contexte de la guerre, la surveillance et la protection du littoral constituent une priorité pour l'occupant. En effet, la situation géographique par rapport à l'Angleterre expose la zone maritime à un éventuel débarquement. Face à cette menace, le régime nazi charge, à partir de 1941, l'organisation Todt⁹¹ et

⁸⁹ AIU : Boîte n° 16. Rapport de Maurice Weill daté du 2 janvier 1942.

⁹⁰ CDJC : CF85_41 (Maurice Weill). Serge Klarsfeld, *Mémorial de la déportation des Juifs de France*, op. cit., p. 698.

⁹¹ Portant le nom de son fondateur Fritz Todt, ingénieur nazi, l'OT (en abrégé) est l'organisation chargée des projets de construction de l'Allemagne nazie, notamment de l'édification du « Mur de l'Atlantique ». Sur cette question, lire Rémy Desquesnes, « L'Organisation Todt en France (1940-1944) », *Histoire, économie et*

le service de travail du Reich de construire un système renforcé de fortifications côtières de la Norvège aux côtes françaises. Une nouvelle fois, les Juifs se retrouvent malgré eux au cœur des enjeux militaires et stratégiques de la zone car, pour accomplir les travaux d'édification du « Mur de l'Atlantique » dans le secteur, une main-d'œuvre conséquente est mobilisée, essentiellement en Belgique, au sein de laquelle on compte des hommes appelés à la *Werbestelle*⁹² et de nombreux travailleurs forcés juifs. Au total, une douzaine de camps ont été construits le long du littoral, entre Sangatte et Abbeville⁹³, mais aussi un dans les Ardennes françaises⁹⁴, pour accueillir cette population servile.

L'ouverture de ce type de lieux, où, comme le rappelle Denis Peschanski, « se retrouve toute personne enfermée par mesure administrative [...] et non dans le cadre d'une procédure judiciaire »⁹⁵ ne constitue pas une spécificité locale dans la mesure où un *Judenlager*⁹⁶ a été également créé dans les Ardennes aux Mazures où 288 Juifs déportés d'Anvers sont mis au travail forcé le 18 juillet 1942⁹⁷. De plus, rappelons que le régime nazi a énormément recouru au travail forcé en transformant les camps de concentration en réservoir de main-d'œuvre. Citons l'exemple connu de l'usine de caoutchouc IG Farben à Auschwitz⁹⁸ où a notamment été affecté Primo Levi⁹⁹. Cependant, le recours à des travailleurs forcés juifs pour édifier le « Mur » est une particularité locale car, dans le reste du littoral de la Manche et dans le littoral atlantique,

société, *Stratégies industrielles sous l'occupation*, sous la direction de Dominique Barjot, 11^e année, n° 3, 1992, p. 535-550.

⁹² Le Service du Travail Obligatoire (STO) en Belgique est instauré par une ordonnance allemande le 7 octobre 1942.

⁹³ Citons les camps et chantiers de Calais, Condette, Dannes-Camiers, Etaples, Hardelet, Helfaut-Wizernes, Peuplingues, Samer, Sangatte et Eperlecques. Pour une représentation cartographique des camps, voir Danielle Delmaire, « Les camps de travail forcé dans le Boulonnais », *Tsafon, revue d'études juives du Nord*, n° 9-10, été-automne 1992, p. 86.

⁹⁴ Sur le *Jugenlager* des Mazures, lire Jean-Émile Andreux, « Mémorial de déportés du Judenlager des Mazures », *Tsafon, revue d'études juives du Nord*, n° 3 hors-série, octobre 2007, 155 p. et du même auteur, « Le Judenlager des Mazures : juillet 1942 - janvier 1944 », *Revue historique ardennaise*, Tome XXXVI, 2003-04, p. 199.

⁹⁵ Denis Peschanski, *La France des camps. L'internement, 1938-1946*, Paris, Gallimard, 2002, p. 9.

⁹⁶ Nom donné par les Allemands aux camps de travail forcé pour les Juifs.

⁹⁷ Jean-Émile Andreux, « Mémorial des déportés du Judenlager des Mazures », *Tsafon, op. cit.* ; *id.*, « Le Judenlager des Mazures : juillet 1942 — janvier 1944 », *Revue historique ardennaise, op. cit.*

⁹⁸ Sur le complexe d'Auschwitz, lire Tal Bruttman, *Auschwitz*, Paris, La Découverte, Repères, 2015, 128 p.

⁹⁹ Primo Levi, *Si c'est un homme*, Paris, Julliard, 1987.

l'organisation Todt a essentiellement fait appel à des entreprises françaises du BTP et à d'autres catégories d'ouvriers et de travailleurs¹⁰⁰.

Se pencher sur l'histoire des camps d'internement et de travail forcé de l'organisation Todt dans la zone littorale n'est pas chose aisée. En effet, si les camps d'internement français ont fait l'objet de travaux de qualité¹⁰¹, la production historiographique sur ceux de la zone littorale existe mais elle est relativement peu abondante¹⁰². Les nouvelles divisions administratives de la France après la défaite, et notamment le rattachement du Nord et du Pas-de-Calais au gouvernement militaire de Bruxelles, expliquent en partie cette faiblesse dans la production historiographique. Se basant en partie sur les documents d'une administration vichyste très partiellement informée de la situation spécifique imposée par l'occupant dans ces deux départements, des historiens ont pu, malgré eux, contribuer à la persistance de l'isolement voire de l'oubli du Nord et du Pas-de-Calais dans l'histoire de la France pendant la Seconde Guerre mondiale. Peu étudié, le phénomène n'a pourtant pas été négligeable.

L'autre difficulté à laquelle doit faire face l'historien réside dans la rareté des sources relatives à l'internement dans ces camps. Les démarches entreprises aux archives nationales, au CDJC ou aux archives municipales ont été assez peu fructueuses car les archives de ces camps ont été perdues ou détruites. Cependant, quelques documents contemporains des événements ou établis au lendemain de la guerre ont

¹⁰⁰ Voir Jérôme Prieur, *Le Mur de l'Atlantique. Monument de la collaboration*, Paris, Seuil, 2017, 224 p.

¹⁰¹ Citons notamment Denis Peschanski, *La France des camps. L'internement, 1938-1946*, op. cit. ; Anne Grynberg, *Les camps de la honte. Les internés juifs des camps français, 1939-1944*, Paris, La Découverte, 1999 [1^{ère} édition 1991].

¹⁰² Danielle Delmaire, « Les camps de travail forcé dans le Boulonnais », *Tsafon, revue d'études juives du Nord*, n° 9-10, été-automne 1992, p. 67-87 ; *id.*, « Les "camps des Juifs" dans le Nord de la France (1942-1944) », *Memor*, n° 8, 1987, p. 47-64 ; « Les "camps de juifs" dans le Boulonnais (1942-1944) », *Memor*, n° 10, octobre 1989, 41 p. ; Jean-Marie Fossier, *Zone interdite, Nord-Pas-de-Calais*, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 674-678 ; Anne Godfroid, « À qui profite l'exploitation des travailleurs forcés juifs de Belgique dans le Nord de la France ? Modalités de payement et de rétrocession », *Cahiers d'Histoire du Temps Présent*, n° 10, Bruxelles, 2002, p. 107-127 ; André Harvengt, *L'organisation Todt. La participation des travailleurs belges en Belgique et dans le nord de la France pendant la guerre 1940-1945*, mémoire de licence, école royale militaire de Bruxelles, 1969, archives du SVG/MSP, Belgique ; Maxime Steinberg, *L'Étoile et le fusil. 1942. Les cent jours de la déportation des Juifs de Belgique*, op. cit., p. 145-149 ; Sophie Vandepontseele, « L'AJB et le travail obligatoire des Juifs en Belgique et dans le nord de la France », dans Jean-Philippe Schreiber et Rudi Vandoorslaer (dir.), *Les curateurs du ghetto : l'association des Juifs en Belgique*, Bruxelles, Labor, 2004.

pu être conservés. Outre la « Liste des israélites domiciliés en Belgique en mai 1940, internés dans des camps de travail forcé du Nord de la France, employés par des firmes effectuant des travaux pour l'Organisation Todt, transférés dans les camps de rassemblement de Malines, de Drancy, au camp de concentration de Breendonk et dans des prisons belges (Déportés, évadés, libérés et décédés) » conservée au service des victimes de guerre (SVG) de Bruxelles (1978), les archives départementales du Pas-de-Calais ont conservé un document très précieux dans la conduite de nos recherches. Basé sur différents témoignages écrits de rescapés et des enquêtes administratives menées dans l'immédiat après-guerre, il s'agit d'un rapport daté de 1950 décrivant de façon détaillée le fonctionnement du « complexe de "Dannes-Camiers" »¹⁰³.

b) La création et le fonctionnement des camps

Afin de compenser le manque de main-d'œuvre volontaire est mise en application l'ordonnance allemande du 11 mars 1942 « relative à l'emploi des Juifs en Belgique » mais aussi dans le nord de la France et dans les Ardennes françaises. Ainsi, du 13 juin au 12 septembre 1942, « ce sont 2 252 "travailleurs obligatoires" juifs dont 115 citoyens belges, tous des hommes, qui, sans trop attirer l'attention, sont dirigés en huit convois successifs sur les chantiers de l'Organisation Todt où ils sont internés dans des camps "juifs" »¹⁰⁴. En dehors des 288 personnes domiciliées à Anvers et emmenées de force aux Mazures le 18 juillet 1942, les autres ont été convoqués par les offices du travail de l'administration belge. Ainsi requis en Belgique par l'organisation Todt, ils sont donc près de 2 000 individus à être dirigés par convois ferroviaires d'Anvers, Bruxelles, Charleroi et Liège¹⁰⁵ à Calais, Boulogne, puis à l'unique gare desservant les deux petites communes de

¹⁰³ ADPC: 51 J 5. « Rapport définitif n° 4 – Complexe de "Dannes-Camiers" » (1^{er} août 1950). La cote 51 J regroupe le fonds du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

¹⁰⁴ Laurence Schram et Maxime Steinberg, *Mecheln-Auschwitz 1942-1944 - La destruction des Juifs et des Tsiganes de Belgique*, VUB Press, Brussel-Mechelen, Tome I, mars 2009, p. 139. Ce chiffre de 2 252 est basé sur une liste nominative dressée par les services du ministère de la santé en Belgique. Sur ce total, 288 Juifs domiciliés à Anvers ont été emmenés de force le 18 juillet 1942 dans le *Judenlager* des Mazures, seul camp de travail forcé pour les Juifs implanté dans les Ardennes françaises.

¹⁰⁵ Les convois partent d'Anvers les 13 juin, 14 juillet, 15 août et 12 septembre 1942 ; de Bruxelles, le 26 juin 1942 ; de Charleroi le 31 juillet 1942 et de Liège le 3 août 1942. Voir Maxime Steinberg, *1942. Les 100 jours de la déportation des Juifs de Belgique*, Bruxelles, Éditions Vie Ouvrière, 1984, p. 145.

Dannes et Camiers où se situent les centres principaux à partir desquels les Allemands effectuent la répartition de la main-d'œuvre dans les différents *Kommandos*¹⁰⁶. Un semblant de salaire leur est versé à la Banque de Paris et des Pays-Bas, puis distribué par l'AJB (« Association Juive en Belgique »)¹⁰⁷.

Situé à la sortie du village de Dannes dans la direction de Boulogne, le *Lager Tibor*, dénommé *OT Lager* par les Allemands ou baptisé « camp pour juifs » par les locaux, constitue à la fois le centre administratif des différents *Kommandos*, le camp de triage et le principal camp d'internement de la zone littorale de son ouverture en juin 1942 jusqu'à son évacuation lors de la libération du territoire par les armées alliées en septembre 1944¹⁰⁸. De cette structure principale dépendent plusieurs petits camps qui en sont des émanations, liées en général à des chantiers particuliers.

Selon les différents éléments retrouvés dans le rapport de 1950, le camp de Dannes est composé de deux sections indépendantes l'une de l'autre séparant les Juifs (section I dénommée Israël 1) des travailleurs forcés « aryens » de toutes nationalités (section II). Jusqu'à la fin du mois d'octobre 1942, la section I compte la baraque des gardiens, neuf tentes, deux baraquements où sont internés des individus de nationalités différentes. La durée d'internement varie selon les détenus :

- d'un à trois mois : pour ceux qui ont été déportés à Auschwitz à la fin du mois d'octobre 1942 ou qui réussissent à s'évader.
- de 19 à 23 mois : pour les internés qui ont été évacués du camp puis transférés fin juin 1944 à Camiers à la suite du débarquement allié.

En décembre 1943, les tentes sont remplacées par des baraques et les gardiens logent dans des maisons voisines. Afin d'éviter les évasions et d'assurer la surveillance, le camp est entouré de barbelés et de miradors. Les prisonniers conservent leurs vêtements civils sans matricule mais doivent porter l'étoile jaune.

À la différence des autres catégories d'ouvriers, les conditions de vie et de travail des Juifs sont déplorables, les détenus subissant régulièrement des mauvais traitements et souffrant de la brutalité des gardiens. Le lever s'effectue vers 4-5 heures du matin. L'appel peut se

¹⁰⁶ ADPC: 51 J 5. « Rapport définitif n° 4 – Complexe de “Dannes-Camiers” » (1^{er} août 1950).

¹⁰⁷ Michel Laffitte, « L'Association des Juifs en Belgique (AJB). Des “notables postiers de la solution finale” », *Revue d'Histoire de la Shoah*, vol. 185, n° 2, 2006, p. 104.

¹⁰⁸ Voir le plan du camp établi à partir d'un témoignage par Danielle Delmaire, *Memor*, n° 10, 1989, p. 35.

dérouler à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. Les trajets se font à pieds pendant plus de 2 heures et sous escorte militaire. Les travaux sont variés (terrassement, fortifications, construction de routes, bétonnage) mais se caractérisent tous par leur grande pénibilité. La journée de travail dure en moyenne de 10 à 14 heures. En été, elles commencent dès 4 heures du matin et se terminent vers 8 heures le soir avec un dimanche par mois de repos afin d'assurer une hygiène minimale aux prisonniers. D'autres corvées leur sont infligées à leur retour au camp. La nourriture est de très mauvaise qualité et servie en rations insuffisantes. La correspondance, les sorties sont interdites et les soins médicaux et hygiéniques quasi-inexistants. Avec les brimades, les insultes et les humiliations, ces hommes, pour la plupart jeunes et robustes, se retrouvent très vite épuisés moralement et physiquement.

Situé à proximité de la gare de Dannes-Camiers, de la plage, du *Lager Tibor* et sur la route Sainte-Cécile « au carrefour de l'hôtel des Voyageurs »¹⁰⁹, le camp de Camiers dit *Lager Gneisenau*¹¹⁰ est isolé dans une propriété privée délabrée, entourée de barbelés et de miradors où se concentrent près de quinze baraques pour quarante prisonniers. Environ 400 prisonniers peuvent y être internés, notamment, à partir de 1943, des « Israélites français et belges »¹¹¹. À partir de cette date, le *Lager Gneisenau*, transformé en véritable camp d'internement, apparaît comme un *Kommando* du *Lager Tibor*. Les détenus portent leurs vêtements civils avec un numéro de matricule. Après trois mois passés dans le camp, sur un total de 300 prisonniers, 150 sont encore aptes au travail, les autres étant malades ou décédés, conséquence directe des mauvais traitements infligés.

Exténués, les plus vulnérables se tournent vers l'établissement hospitalier situé à proximité de leur lieu d'internement pour obtenir des soins. Le 4 septembre 1942, l'économe des hospices de Boulogne fournit, à la demande du maire, un état des « étrangers et juifs »¹¹² hospitalisés à cette date. L'exploitation des données montre que, sur les 89 prisonniers pris en charge par l'hôpital, 79 sont Juifs.

¹⁰⁹ ADPC : 51 J 5. « Rapport définitif n° 4 – Complexe de “Dannes-Camiers” » (1^{er} août 1950).

¹¹⁰ *Gneisenau* est le nom d'un célèbre croiseur de bataille de la marine de guerre allemande durant la Seconde Guerre mondiale.

¹¹¹ ADPC : 51 J 5. « Rapport définitif n° 4 – Complexe de “Dannes-Camiers” » (1^{er} août 1950).

¹¹² AMB : 4 H 892. Tableau des « étrangers et juifs présents à l'hôpital Saint-Louis le 4 septembre 1942 ».

Les persécutions subies provoquent le décès de six prisonniers juifs entre juin et octobre 1942, tous inhumés au cimetière de Dannes¹¹³. Pour l'ensemble des camps du nord de la France, sont enregistrés côté belge quinze décès mais aussi l'évasion, notamment lors des trajets reliant les camps aux chantiers, de 196 détenus, soit plus de 8 % de l'effectif¹¹⁴. Ce nombre élevé d'évasion finit par provoquer la suppression du *Straflager*¹¹⁵ de Dannes dès la fin mars 1943¹¹⁶.

Ces décès et ces évasions témoignent de la brutalité du système concentrationnaire instauré dans la zone littorale par les nazis mais dont la finalité ici n'est pas l'élimination immédiate à la différence du sort réservé à ceux déportés depuis ces camps à la fin du mois d'octobre 1942.

c) Les camps du littoral et la « Solution finale »

Pour compléter les convois, des travailleurs forcés juifs internés dans les camps du littoral, pour la plupart très affaiblis, sont emmenés à Malines pour être déportés à Auschwitz-Birkenau. Cette décision illustre l'existence d'une tension entre deux politiques nazies : l'exploitation de cette main-d'œuvre face à la politique d'assassinat de masse systématique. Cependant, malgré les impératifs et les besoins militaires, la priorité est donnée à la politique d'assassinat en organisant la déportation à Auschwitz *via* Malines de l'essentiel de cette population par les transports XIV et XV du 24 octobre 1942 puis par les convois XVI et XVII du 31 octobre 1942¹¹⁷. C'est la politique du chiffre qui amène les autorités allemandes à procéder à cette déportation. En effet, l'objectif de 10 000 autres Juifs à déporter avant la fin octobre n'ayant

¹¹³ ADPC : 51 J 5. Les stèles sont encore visibles dans le petit cimetière communal.

¹¹⁴ ADPC : 51 J 5. « Rapport définitif n° 4 – Complexe de “Dannes-Camiers” » (1^{er} août 1950). D'après les « Listes des israélites domiciliés en Belgique en mai 1940, internés dans des camps de travail forcé du Nord de la France, employés par des firmes effectuant des travaux pour l'organisation Todt, transférés dans les camps de rassemblement de Malines, de Drancy, au camp de concentration de Breendonck et dans les prisons belges. Déportés, évadés, libérés et décédés » conservées par le ministère de la santé publique (Belgique), citées par Maxime Steinberg, *L'Étoile et le fusil. 1942. Les cent jours de la déportation des Juifs de Belgique*, op. cit., p. 148.

¹¹⁵ Camp de discipline situé à Dannes, à proximité de la plage et du *Lager Tibor*.

¹¹⁶ ADPC: 51 J 5.

¹¹⁷ Maxime Steinberg et Serge Klarsfeld, *Le Mémorial de la Déportation des Juifs de Belgique*, Union des Déportés juifs de Belgique et Filles et Fils de la Déportation, The Beate Klarsfeld Foundation Bruxelles-New York, nouvelle édition, 1994. Le Transport XVI transporte 756 de ces hommes. Le Transport XVII compte 559 autres travailleurs forcés.

pas été atteint, Maxime Steinberg souligne que « le renfort de 1 600 des travailleurs obligatoires “juifs”, déportés par la *Militärverwaltung* au Nord de la France, permet de faire moins piètre figure »¹¹⁸. L'historien belge ajoute que « ce retournement de situation marque bien l'importance de l'apport de la *Militärverwaltung* au rassemblement des “évacués” de 1942 : un sur dix est un déporté du travail obligatoire livrés par ses soins à la *SIPO-SD* »¹¹⁹. Au total, entre 1 641 et 1 685 individus¹²⁰, soit près de trois quarts des travailleurs forcés du nord de la France, dont 262 provenant des Mazures, sont déportés de ces camps à Auschwitz *via* Malines dès la fin octobre 1942.

Pour notre terrain d'enquête, ce point est fondamental : en prenant cette nouvelle « fonction », ces camps deviennent alors l'antichambre de la mise à mort pour ces travailleurs forcés « juifs » et ces déportations témoignent surtout de la mise en œuvre de la « Solution finale » dans la zone littorale du Nord et du Pas-de-Calais à partir d'octobre 1942.

Après les convois de fin octobre 1942, la population du camp de Dannes est estimée à une petite centaine de Juifs de nationalité belge ou des Juifs ayant contracté un mariage « mixte ». Cependant, les camps continuent de fonctionner en raison de l'arrivée, à partir de 1943, de Juifs arrêtés dans la région parisienne, mariés à des « aryennes » ou enfants de couples « mixtes » et envoyés sur le littoral pour remplacer ceux ayant été déportés¹²¹. Selon la correspondance entre l'AJB et l'Union générale des Israélites de France (UGIF), à la fin de l'année 1943, on compte soixante-dix à quatre-vingt Juifs dans le camp de Dannes : une trentaine originaire de France et une petite quarantaine de Belgique¹²². Dans cette correspondance, l'AJB sollicite notamment l'aide de l'UGIF pour

¹¹⁸ Maxime Steinberg, *La persécution des Juifs en Belgique, 1940-1945, op. cit.*, p. 299.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 220.

¹²⁰ Maxime Steinberg avance le chiffre de « 1 641 travailleurs obligatoires juifs », cf. Maxime Steinberg, *La persécution des Juifs en Belgique, 1940-1945, op. cit.*, p. 220. Parmi les 476 individus inscrits sur la liste du Transport XV du 24 octobre 1942 se trouvent les 262 hommes retirés du *Judenlager* des Mazures le 23 octobre 1942.

¹²¹ Sur le sort réservé à ces catégories de population particulières, voir notamment Marie-Anne Matard-Bonucci, « Demi-juifs, *Mischlinge*, *misti* : l'incertaine ligne de partage des persécutions antisémites », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 62-2/3, n° 2, 2015, p. 137-171 ; Raul Hilberg (traduit de l'anglais US par Marie-France de Palomé), *Exécuteurs, victimes, témoins. La catastrophe juive, 1933-1945*, Paris, Gallimard, 1994, p. 207-217.

¹²² CDJC : Archives UGIF : XC-20-1, XC-20-5, XC-20-6, XC-20-7, CX 5, CXI 103-46, CXI 106-1, CXI 103-87 citées par Danielle Delmaire, « Les “camps de juifs” dans le Boulonnais (1942-1944) », *Memor*, n° 10, octobre 1989, p. 16.

envoyer des colis de vivres aux internés de Dannes-Camiers¹²³. Les conditions de vie et de travail restent très difficiles. Entre septembre et octobre 1943, pas moins de dix « internés juifs » au camp de Dannes, dont l'âge oscille entre 18 et 49 ans, décèdent à l'hôpital Saint-Louis de Boulogne¹²⁴.

Le camp continue de fonctionner tant bien que mal jusqu'en mai 1944, date à laquelle les Allemands décident d'évacuer les travailleurs forcés de l'île anglo-normande d'Aurigny où a été construit le seul camp de travail nazi sur le sol britannique, un camp dépendant du camp de concentration de Neuengamme et dans lequel ont été envoyés des Juifs de la région parisienne qui, ayant épousé des « aryennes », ont été provisoirement épargnés de la déportation vers l'Est¹²⁵. Entre le 8 et le 15 mai 1944, plus de 600 prisonniers sont transférés en bateau d'Aurigny à Cherbourg, puis, entassés dans des trains, de Cherbourg vers le nord de la France où les Allemands ont encore besoin de main-d'œuvre. Ils se retrouvent internés dans les camps du littoral. Selon les archives, les 150 personnes les plus fragiles sont envoyées au collège Mariette de Boulogne, tous les autres aux camps de Dannes-Camiers¹²⁶. Les prisonniers du convoi venu d'Aurigny se distinguent des autres prisonniers par le port d'une tenue rayée.

Plusieurs sources contemporaines des faits témoignent de leur présence dans le secteur. Les archives départementales du Pas-de-Calais ont notamment conservé une note du sous-préfet de Boulogne datée du 10 juin 1944, dans laquelle il informe le préfet de l'indignation de l'archiprêtre Sauvage et du pasteur contre le sort de « 120 juifs d'une part et de 144 demi juifs »¹²⁷ détenus au collège Mariette¹²⁸.

¹²³ CDJC YIVO 87-925, 87-939 et 9-573 cités par Michel Laffitte, « L'Association des Juifs en Belgique (AJB). Des "notables postiers de la solution finale" », *Revue d'Histoire de la Shoah*, vol. 185, n° 2, 2006, p. 104.

¹²⁴ AMB : 4 H 892. Lettre du maire de Boulogne-sur-Mer au président du *Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes* datée du 16 décembre 1949.

¹²⁵ Benoit Luc, « Aurigny : typologie d'une déportation », *Mémoire vivante, Bulletin de la Fondation pour la mémoire de la déportation*, 60, mars 2009, p. 1-11 ; *id.*, *Les déportés de France vers Aurigny (1942-1944)* [2010], Marigny, Eurocibles, 2013, cités par Marie-Anne Matard-Bonucci, « Demi-juifs, *Mischlinge*, *misti* : l'incertaine ligne de partage des persécutions antisémites », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, *op. cit.*

¹²⁶ ADPC : 51 J 5. Rapport de l'inspecteur Robert Moirez, officier de police judiciaire au commissaire de police, chef du service de recherches des crimes de guerres ennemies à Lille date du 4 mars 1948.

¹²⁷ ADPC : 1 W 25094/2. Note du sous-préfet de Boulogne-sur-Mer au préfet datée du 10 juin 1944.

Les sources funéraires, telles que les stèles du cimetière de Dannes ou le discret carré situé à l'entrée du cimetière communal d'Etaples, témoignent à leur tour des persécutions subies. Ce carré comporte des stèles mais aussi des croix en bois qui honorent la mémoire de travailleurs forcés disparus. Aucune inscription, aucune plaque n'indique au visiteur qu'il s'agit là d'un lieu particulier regroupant les dépouilles de prisonniers des *Judenlager* de la zone littorale¹²⁹. D'après nos recherches menées aux Archives nationales et au CDJC, au moins trois Juifs y ont été inhumés, après avoir été victimes des bombardements alliés.

Surtout, les archives relatives à la déportation attestent d'un point important jusqu'alors peu mis en lumière, à savoir la poursuite de la mise en œuvre de la « Solution finale » dans la zone côtière après octobre 1942. En effet, le croisement des listes de convois au départ de Malines ou au départ de Drancy en 1943-1944 avec celles recensant les noms de prisonniers des camps du nord permettent de mesurer l'ampleur des déportations. Au moins 254 « israélites domiciliés en Belgique au 10 mai 1940, internés dans des camps de travail forcé du Nord de la France, employés par des firmes effectuant des travaux pour l'Organisation Todt »¹³⁰ ont été déportés au cours de cette période. L'immense majorité

¹²⁸ Dès l'été 1942, des Juifs sont internés à Mariette. On y compte jusqu'à 400-500 détenus. Le collège est entouré de barbelés et surveillé par des gardiens violents. Les conditions d'internement y sont très difficiles, les Juifs sont entassés dans l'un des étages de l'établissement. Dans une lettre écrite en 1949, le maire de Boulogne-sur-Mer indique que les corps de trois internés à Mariette ayant été enterrés par l'occupant dans les dépendances du collège, ont été exhumés en septembre 1945 pour être ré-inhumés au cimetière de l'est de Boulogne (AMB : 4 H 892. Dans ce dossier a été également conservée la « liste des otages israélites ayant été internés au collège Mariette du 18 mai 1944 au 5 avril 1945 »).

¹²⁹ Nous avons recensés cinq plaques qui rappellent la présence de ces camps et les souffrances endurées par les prisonniers : au « chemin des Juifs » dans la forêt d'Écault, au cimetière de Dannes (inaugurées en mai 1994), en gare de Dannes-Camiers (mai 2007) et deux au lycée Mariette de Boulogne-sur-Mer (date inconnue et février 2019). Sur l'histoire de la mémoire de ces camps, lire Danielle Delmaire, « La commémoration de la persécution antijuive durant la Seconde Guerre mondiale. Les plaques et les stèles dans le Nord/Pas-de-Calais », *Tsafon, revue d'études juives du Nord*, n° 66, automne 2013-hiver 2014, p. 131-160, photos p. 142 et 156 ; Rudy Rigaut, « *JUIFS* » dans *la zone littorale du Nord et du Pas-de-Calais du début du XIX^e siècle à la fin des années 2010*, op. cit., p. 567-589.

¹³⁰ Données établies à partir de la base réalisée à partir de la « Liste des israélites domiciliés en Belgique au 10 mai 1940, internés dans des camps de travail forcé du Nord de la France, employés par des firmes effectuant des travaux pour l'Organisation Todt, transférés dans les camps de rassemblement de Malines, de Drancy, au camp de concentration de Breendonck et dans les prisons belges. Déportés, évadés, libérés et décédés » (Bruxelles, Ministère de la Santé Publique, SVG, 1978) aimablement transmise par Laurence Schram (courrier électronique, 5 novembre 2018). Rappelons

d'entre eux sont emmenés *via* la Belgique (244) et plus particulièrement *via* Malines (237). Les seuls Transports XXII A et B du 20 septembre 1943 comptent 43 individus. En dehors de la grande évacuation d'octobre 1942, la grande majorité des déportations se déroule entre avril 1943 et janvier 1944 : 151 des 254 travailleurs forcés déportés en 1943-1944 l'ont été au cours de ces neuf mois. Le Transport XXVI, dernier convoi au départ de Malines daté du 31 juillet 1944, enregistrent quinze travailleurs obligatoires parmi les 563 déportés.

Déjà fréquents avant cette date¹³¹, des cas d'évasion sont encore enregistrés au cours de l'été 1944 parmi ceux qui n'ont pas été déportés, profitant de la désorganisation provoquée par l'avancée rapide des troupes alliées pour s'échapper. C'est le cas de Maurice Ricet, interné successivement à Drancy, dans la Manche, à Aurigny puis à Camiers pour « question raciale » :

Je me suis évadé du camp avec quelques camarades le 1^{er} septembre 1944 à 9h du matin et nous avons été cachés par les populations de Camiers jusqu'à l'arrivée des Canadiens et les habitants de Camiers ont été merveilleux d'humanité et je dois vous signaler que ce sont de bons Français.¹³²

Les Allemands décident alors d'organiser la déportation vers Mauthausen et Buchenwald des derniers prisonniers au cours de ce mois d'août 1944 mais leur tentative est mise en échec par des résistants belges qui stoppent le convoi près de Dixmude le 4 septembre 1944¹³³. Fin août 1944, les détenus du camp de Camiers sont transférés vers le camp de Samer, près de Boulogne, où ils sont finalement libérés par les Canadiens en septembre 1944¹³⁴.

En soustrayant aux 2 252 individus envoyés de Belgique vers l'ensemble des camps du nord de la France de l'organisation Todt (littoral et les Ardennes) les 288 travailleurs forcés des Mazures et en

que la plupart des 288 Juifs arrêtés à Anvers le 18 juillet 1942 pour être exploités aux Mazures ont été déportés à Auschwitz *via* Malines le 23 octobre 1942.

¹³¹ Maxime Steinberg, *L'Étoile et le fusil. Les cent jours de la déportation*, op. cit., p. 147-148.

¹³² ADPC : 51 J 5. Témoignage écrit de Maurice Ricet au délégué du ministère de la reconstruction daté du 20 août 1949.

¹³³ *Ibid.* « Rapport définitif n° 4 – Complexe de “Dannes-Camiers” », 1^{er} août 1950.

¹³⁴ Sur le maintien après la Libération d'anciens internés dans le secteur, notamment au collège Mariette de Boulogne et à Desvres, sur les procédures d'indemnisation entamées par certains ou sur la fabrique de la mémoire des camps du littoral, voir Rudy Rigaut, « *JUIFS* » dans *la zone littorale du Nord et du Pas-de-Calais du début du XIX^e siècle à la fin des années 2010*, op. cit.

ajoutant à ce résultat les 700 Juifs époux d'« Aryennes » ou enfants de couples « mixtes », essentiellement venus d'Aurigny à partir de mai 1944, on peut estimer à plus de 2600 le nombre de Juifs exploités et persécutés dans les chantiers de l'organisation Todt ouverts dans la zone littorale entre 1942 et 1944. Plus de 1 600 d'entre eux ont été déportés à Auschwitz pour être assassinés.

Conclusion

Initiée dès les premiers jours de l'Occupation par les autorités allemandes, leur politique antisémite franchit une étape supplémentaire avec la grande opération d'expulsion du 17 décembre 1940. La zone littorale devient un territoire dans lequel les Juifs, essentiellement mais pas exclusivement, sont considérés comme « indésirables ». Facilitée par le travail des administrations françaises locales (préfectorales, municipales et policières), l'application des ordonnances « antijuives » de l'automne 1940 ne fait qu'accélérer un processus déjà entamé qui débouche sur l'application de la mesure d'expulsion.

À la fin de l'année 1940, les autorités allemandes locales pensent avoir réglé la « question juive » dans la zone littorale en la rendant *judenrein*, selon la terminologie alors en vigueur. C'est la raison pour laquelle aucune rafle n'a été organisée dans la zone littorale lors de la mise en œuvre de la « Solution finale », à la différence du reste des deux départements. La reconstitution des trajectoires de ceux qui sont partis a montré qu'ils ont été persécutés là où ils ont tenté de se réfugier. Cependant, les archives révèlent qu'au cours des mois suivants, la législation antisémite, notamment les procédures de spoliation ou encore le marquage physique, continue à y être appliquée en dépit des difficultés que pose cette situation spécifique. Surtout, et de façon contre-intuitive, les sources attestent de la persistance de cette présence, notamment dans les camps de l'organisation Todt ouverts dans le secteur en 1942 et à partir desquels ont été déportés environ 1 600 Juifs pour être assassinés.

Incontestablement, le resserrement de la focale sur la zone littorale s'avère une approche pertinente pour donner à voir toute la diversité et la complexité de l'entreprise de persécution et de destruction des Juifs, dans le Nord et le Pas-de-Calais, mais aussi plus largement, dans l'ensemble des régions sous influence allemande.

Monument commémoratif sur le « chemin des Juifs » dans la forêt d'Écault

Plaque commémorative du cimetière communal de Dannes

(Photos de Rudy Rigaut)